

43LN3/3

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du Lundi 7 Juillet 1941

La séance est ouverte à 10 heures 30, sous la présidence de M. le Conseiller d'Etat Emile DURAND.

Sont présents :

MM. ROUSSELLIER)	
MARTEL	(
BATICLE	)	Membres de la Commission
NAUD	(
JULIEN)	
ASSEMAT	(
SIEGFRIED	(
LOUBIERE)	
BESNARD	(	Rapporteurs
MARTIN)	
MASSELIN	(

Assistent
à la séance :

MM. MARTIN, Inspecteur des Finances. représentant
le Chef de la Mission de Contrôle
Financier des Chemins de Fer.

Les Représentants de la S.N.C.F.

Le Représentant de la S.T.C.R.P.

MOLINS, Secrétaire de la Commission

La Commission émet les avis suivants :

S.N.C.F. Régions :

1° QUEST V.338
9627

Nantes. - Déplacement de la ligne principale
dans la traversée de la ville avec passage en
tranchée dans le bras de l'Hôpital comblé
(N° 2919) (27.200.000 frs)

Rapporteur M. JULIEN.

.....

Le Rapporteur fait connaître que, sur les 12 entrepreneurs consultés, 7 ont répondu. Les offres les plus intéressantes ont été remises par trois entreprises nantaises qui ont formé un groupement. M. JULIEN souligne qu'une série spéciale de prix a été établie pour ce marché. Mais, afin de réduire les tonnages d'acier et de ciment, des modifications ont été demandées aux trois entreprises.

Répondant à M. BATICLE et à M. NAUD, le Représentant de la S.N.C.F. indique que le marché comprend des travaux sur série spéciale et une partie forfaitaire pour les fondations.

M. BATICLE renouvelle, à ce sujet, une observation qu'il a déjà faite : l'importance du forfait risque de fausser les résultats de la concurrence.

Le Rapporteur précise que la partie forfaitaire est, en l'espèce, très faible.

M. BATICLE estime qu'en raison des modifications importantes apportées au projet primitif, on ne peut pas parler d'un véritable appel à la concurrence.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait remarquer que, ainsi que cela se produit quelquefois, des négociations ont été engagées, après les résultats de l'adjudication, avec les entreprises les mieux-disantes.

Après avoir donné quelques précisions sur les prix, lesquels font ressortir une majoration de 122 % sur ceux de mai 1936, M. JULIEN propose l'approbation du marché.

La Commission émet un avis favorable.

2^e A.C.M. Combuat.
9639

Approvisionnement en combustibles de la S.N.C.F. pendant les hostilités (régularisation des fournitures de combustibles français et de briquettes et boulets au cours du 4^{ème} trimestre 1940 et redressements consécutifs au relèvement du prix (N° 105) (297.439.432 Frs)

Rapporteur M. BESNARD

.....

Le Rapporteur fait connaître que ce dossier comprend deux parties.

La première partie (régularisation des fournitures de combustibles faites au cours du 4ème trimestre 1940) ne peut donner lieu à aucune observation, les tonnages et les prix étant fixés par les Pouvoirs Publics.

En ce qui concerne la deuxième partie, d'ailleurs très peu importante, (1.400.000 frs environ) le Rapporteur indique que, en Mai 1940, le Ministre des Travaux Publics a demandé à la S.N.C.F. d'accepter que les prix des charbons, qui lui ont été livrés, par les Mines françaises à partir du 1er Juin 1940, soient relevés :

de 5 frs par tonne pour les menus, grains, et tout-venants
de 10 frs pour les charbons classés, criblés ou briquettes
et portés au niveau des grossistes les plus favorisés pour les charbons domestiques.

M. BESNARD observe qu'il peut paraître quelque peu anormal qu'un service public en déficit (la S.N.C.F.) ait été appelé à pratiquer la politique de soutien en faveur d'une industrie bénéficiaire. Il n'insiste cependant pas sur cette observation, la question ayant été tranchée par le Ministre lui-même.

Le Rapporteur signale d'ailleurs que la S.N.C.F., après négociations, a pu obtenir des conditions de prix qui, dans l'ensemble, sont plus favorables que celles que l'Administration lui demandait d'accepter.

La Commission, sur la proposition du Rapporteur, émet un avis favorable.

3°-NORD VB 2334
9620

Contrat de fourniture de courant à haute et basse tension à diverses gares et établissements situés dans la région de Cambrai (N° 3301)
(2.375.000 frs)

Rapporteur M. LOUBIERE

Le Rapporteur expose que le contrat, qui est soumis aujourd'hui à la Commission, est destiné à remplacer celui qui avait été conclu en 1908 et ses avenants successifs. Il ressort de la comparaison

.....

faite par la S.N.C.F. que l'économie annuelle que procurera le nouveau contrat oscille entre 16.000 et 19.500 francs sur l'ensemble des fournitures en haute et basse tension.

M. LOUBIERE ajoute que les clauses du nouveau contrat n'appellent pas d'observations de sa part et il en propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

4°-Serv. Matériel
9581

Métallisation de 101 voitures à bogies à caisse en bois, de la Région de l'Ouest (N° 101)
(9.885.350 frs)

Rapporteur M. BATICLE

Le Rapporteur fait connaître que ce dossier a été retiré avant la séance.

5°-Serv. Central
Matériel 9628

Réparation de locomotives à vapeur
(N° 102)(35.000.000 frs env.)

Rapporteur M. BATICLE

M. BATICLE déclare qu'il s'agit d'un marché de gré à gré passé avec les Ateliers de Construction du Nord de la France pour une durée de deux ans; cette procédure lui paraît justifiée. Après avoir donné toutes indications sur les conditions de rémunération de l'Entreprise, M. BATICLE fait préciser la portée de la clause concernant les travaux effectués en régie lesquels donnent lieu à une majoration lorsque le nombre d'heures de régie dépasse de 5% par mois celui des heures allouées.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que l'entreprise a demandé cette majoration pour les heures de régie; la S.N.C.F., tenant compte de ce que les prévisions ont été soigneusement étudiées et que les dépassements de plus de 5% par mois ne sont pas à craindre, a accepté.

Répondant à M. ASSEMAT, le Représentant de la S.N.C.F. déclare que le marché ne prévoit pas qu'un minimum de production sera garanti à l'Entreprise.

Sur la demande de M. BATICLE, le Représentant de la S.N.C.F. précise les modifications qui ont

.....

été apportées au cahier des charges, modifications qui sont de pure forme et qui ont simplement pour objet de préciser certains points.

Le Rapporteur estime, en définitive, que le dossier, qui a d'ailleurs très bien été étudié, peut être approuvé.

La Commission émet un avis favorable.

6°-NQRD MT/341
9384

Avenant - Construction de 3 motrices de rames T.A.R. et des bogies de rechange
1° modifications apportées en cours de construction

2° Révision du prix de la commande
(N° 3300) (1.439.088 frs)

Rapporteur M. BATICLE

Avis favorable

7°-A.G.C. VC 35
9647

Tuyauterie en fonte (N° 2602)
(3.631.091 frs)

Rapporteur M. BESNARD

Le Rapporteur fait connaître que ce dossier, qui, en raison de l'urgence a été remis au Secrétaire avant d'être approuvé par le Directeur Général de la S.N.C.F. est actuellement en état, cette approbation ayant été donnée le 4 Juillet.

Sur le fond, il indique que la S.N.C.F. propose de traiter avec les 4 fournisseurs qui, sur les 8 consultés, ont remis des propositions.

Il fait observer que, sauf pour une très faible partie de la commande, la concurrence n'a pas joué.

Le Représentant de la S.N.C.F. précise que ce fait provient de l'intervention du Comité d'Organisation Professionnelle.

En ce qui concerne les prix, le Rapporteur indique que les hausses autorisées par les Pouvoirs Publics depuis Septembre 1939 atteignent un peu plus de 42%, alors que la hausse afférente au présent marché est légèrement inférieure à 41%.

Répondant à M. ROUSSELLIER, le Rapporteur signale que le marché ne comporte pas de formule de révision..

Le Représentant de la S.N.C.F., sur la demande du Rapporteur, précise que les prix à la livraison ne pourront être révisés qu'en fonction des hausses autorisées par les Pouvoirs Publics et que les prix réels resteront ainsi un peu au-dessous des prix résultant des majorations homologuées.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

8°-SUD-OUEST
9637

Renouvellement de ballast avec épuration
Renforcement de travelage sur la ligne
d'Orléans à Vierzon (N° 3101)(3.724.000 f.)
Rapporteur M. SIEGFRIED

Le Rapporteur fait connaître qu'il s'agit d'un marché de gré à gré qui, après discussion, serait passé avec la Société d'Etudes et de Construction d'Outillage (S.E.C.O.).

Cette Société, qui est une des rares entreprises possédant des dégarnisseurs mécaniques, devait primitivement effectuer simplement le dégarnissage et l'épuration, travaux qu'elle devait exécuter avec un rabais de 26% sur les prix de la série V.B. Pour l'exécution des autres travaux (mise en oeuvre du ballast neuf, bourrage, relevage de la voie, etc...) la Région du Sud-Ouest lança un appel d'offres entre 10 entreprises habituellement consultées, mais les résultats de cet appel d'offres n'ayant pas paru satisfaisants, la S.N.C.F. a alors demandé à la S.E.C.O. si elle pourrait se charger de l'ensemble des travaux et à quelles conditions. Cette entreprise a accepté et a proposé pour l'ensemble des travaux un rabais général de 5% sur les prix de la série V.B. Ce rabais, précise le Rapporteur, correspond pratiquement au rabais de 26% déjà consenti sur le dégarnissage suivi d'une augmentation de 7%, au lieu de l'augmentation de 10% qu'avait donnée, pour les autres travaux, l'appel d'offres.

Le Rapporteur déclare qu'on peut se demander pourquoi la S.N.C.F. ne fait pas participer par principe l'entreprise désignée pour le dégarnissage à l'appel d'offres pour les autres travaux. Le résultat à attendre étant, au fond, le meilleur prix global, une telle consultation ne devrait, en aucun cas, être négligée.

.....

Cette observation mise à part, M. SIEGFRIED déclare que les clauses du marché ne soulèvent pas d'objection de sa part et il en propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

DOSSIER de la S.T.C.R.P.

9°-Installations
Fixes 25

Marché de régularisation : vente de vieux rails sur les chantiers de dépose de voies de tramways (N° 25) (774.400 frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

Le Rapporteur fait connaître que ce marché est soumis à la Commission pour régularisation; il concerne des cessions de vieux rails, non susceptibles de réemploi, qui ont été faites de Février à Juin 1941. Les prix qui sont en hausse régulière d'un mois à l'autre, vont de 40 à 51 francs les 100 Kgs. On peut noter que le barème actuel de l'Office des Fers, Fontes et Aciers prévoit un prix de 56 francs 10 pour les ferrailles provenant de rails, mais il s'agit de ferrailles livrées en wagon départ et coupées à 1,50, tandis que les ferrailles de la S.T.C.R.P. sont prises tout-venant et sur le champ dans les rues de Paris, ce qui justifie un prix de cession inférieur.

Le Rapporteur estime que l'ensemble des appels d'offres et des opérations faites paraît parfaitement régulier et il en propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à 11 heures 45.

Le Conseiller d'Etat
Président de la Commission

Le Secrétaire de la Commission

(signé) DURAND

(signé) MOLINS

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du SAMEDI 12 JUILLET 1941

La séance est ouverte à 10 heures 30, sous la présidence de M. le Conseiller d'Etat ROUSSELLIER, remplaçant M. le Conseiller d'Etat Emile DURAND, absent excusé.

Sont présents :

MM. BATICLE)	
FAIVRE d'ARCIER	(	Membres de la Commission
JULIEN)	
MARTEL	(
BESNARD)	
JEAUFFRE	(	Rapporteurs
MARTIN)	

Assistent à la
séance :

MM. RABY, Ingénieur en Chef, représentant en l'absence
de M. FAVIERE, Chef du Service technique,
le Directeur Général des Transports.

Les Représentants de la S.N.C.F.

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission

La Commission émet les avis suivants :

1°-Serv.Commercial Nouveau régime à prévoir pour l'assu-
rance des bagages (N° 17)
Rapporteur M. BESNARD

Le Rapporteur expose à la Commission les conditions dans lesquelles se présente ce dossier et rappelle que le contrat, passé en 1924, par les Grands Réseaux avec la Compagnie Européenne d'Assurance des Marchandises et des Bagages, a été dénoncé pour le 1er Décembre 1940 par la S.N.C.F. qui a soumis à l'Administration Supérieure, le 24 Février 1940, un nouveau projet de traité.

.....

Ce projet tenait compte des directives ministérielles et des observations formulées par la Commission des Marchés dans sa séance du 9 Septembre 1938. Les bases en étaient, en trafic international, le maintien des types d'assurances existants (pour un seul voyage, pour une durée déterminée); en trafic intérieur, la suppression de l'assurance au voyage et le maintien de l'assurance pour une durée déterminée.

Le maintien de ce dernier type d'assurance était justifié par le fait qu'elle couvre tous les colis (bagages enregistrés et à main) que le voyageur emporte avec lui, pendant la durée de son absence et pas seulement pendant celle du transport par chemin de fer.

La S.N.C.F. avait d'abord envisagé, après avoir établi son projet de traité-type, de le soumettre à diverses Compagnies d'Assurances et de rechercher une réduction du taux des primes. Mais, en Octobre 1940, le moment lui a semblé peu propice pour lancer des consultations, particulièrement en raison de l'absence presque totale de tout trafic international. Elle a donc soumis à la Commission des Marchés (Séance du 30 Novembre 1940) un avenant au traité conclu avec la Compagnie Européenne qui avait été dénoncé pour le 1^o Décembre 1940.

La Commission a approuvé cet avenant qui reconduisait les dispositions relatives aux assurances en trafic international et à l'assurance, pour une durée déterminée, en trafic intérieur. L'assurance "au voyage" était supprimée en trafic intérieur, aussi bien pour les bagages enregistrés que pour les colis.

Aujourd'hui, la S.N.C.F. soumet à la Commission, pour le 1^o Octobre prochain, le projet d'un nouveau traité, l'ancien traité (et ses avenants) devant être reconduits jusqu'au 30 Septembre.

Le Rapporteur fournit à la Commission une analyse détaillée du projet de traité, dont les caractéristiques sont, par rapport au traité précédent:

- un assouplissement de la garantie de durée (l'assurance "durée" pouvant être souscrite pour des périodes de 15 jours à six mois, au lieu de 30 ou 60 jours seulement),

.....

- la simplification des opérations de délivrance des polices,
- une modification du champ des assurances (objets précieux compris dans l'assurance pour leur valeur réelle, dans la limite du quart de la valeur totale assurée, mais sans "plafond" absolu. L'exonération prévue antérieurement pour les risques de guerre, grèves et émeutes est maintenue et étendue aux pillages).
- les nouveaux taux des primes sont inférieurs de 20 % (en moyenne) aux anciens (la rémunération de la S.N.C.F. n'est pas changée; les taux de remise sont de 1 à 10 % par tranches de recettes. La commission aux agents de la S.N.C.F. reste fixée à 10 %.
- Ce projet prévoit un traité ferme pour 3 ans sans possibilité de résiliation, sauf en cas d'injonction de l'autorité supérieure (le précédent traité était conclu pour dix ans, avec tacite reconduction et possibilité bilatérale de résiliation moyennant préavis.

Le Rapporteur estime que le nouveau traité est plus favorable que l'ancien, non pas pour la S.N.C.F. qui n'en tire aucun nouvel avantage, mais pour le public. Si l'on écarte l'année 1940, qui présente un caractère exceptionnel, on constate qu'au cours des années précédentes, la participation de la S.N.C.F. aux recettes d'assurances était, en moyenne, de 26.000 Frs par an. Comme le champ des assurances va se trouver fortement réduit, en raison de la suppression des opérations "au voyage" en trafic intérieur, la part de la S.N.C.F. sera considérablement diminuée et il est probable que la remise qui lui sera versée ne dépassera guère 4.000 Frs.

Evidemment, observe le Rapporteur, la S.N.C.F. trouve un avantage à se voir substituer une Compagnie d'Assurances pour le règlement des dommages. Cela constituait déjà, pour elle, une économie d'environ 400.000 Frs par an. Mais le chiffre va se trouver fortement réduit là aussi, par la suppression de l'assurance "au voyage", qui laissera la charge des dédommagements à la S.N.C.F.

Quant aux usagers, qui sont les seuls bénéficiaires du nouveau contrat, ils recueilleront l'avantage de la diminution des primes.

Le Rapporteur fait remarquer qu'il y a peu de mois, la S.N.C.F. avait renoncé à établir un nouveau

.....

traité et paraissait vouloir attendre le retour de temps plus propices pour faire appel à la concurrence.

Aujourd'hui - sans d'ailleurs justifier ce changement de front - elle propose de traiter de gre à gré avec l'ancien contractant.

Or, le Rapporteur constate:

1°- que les transports internationaux ont repris dans une mesure faible qui ne suffit pas à justifier à elle seule un nouveau traité,

2°- que la question de réassurances, qui domine celle de l'assurance elle-même, constitue actuellement un problème dont il est difficile de dire ce qu'il sera demain. On sait que le principal marché était à Londres. Quelle sera la place de l'Union des Européennes "Marchandises-bagages" dans la réassurance mondiale ? Est-ce véritablement le moment de s'engager pour trois ans dans cette atmosphère d'incertitude ?

3°- que les avantages offerts par l'Européenne ne sont pas tels qu'il y ait un intérêt évident à les saisir immédiatement. Il semble qu'elle fait état de sa renonciation au bénéfice de la clause d'exonération pour faits de guerre, pour obtenir un avenant moins défavorable, mais - une fois l'avenant signé - elle s'est refusée à prendre cet engagement dans le traité en demandant qu'on fit confiance à son libéralisme.

Dans les circonstances actuelles, un traité avec l'ancien contractant ne s'imposerait vraiment que si l'on obtenait des avantages exceptionnels qu'on ne pourrait attendre d'un contractant nouveau, ce qui ne paraît pas le cas.

4°- que la Cie Européenne a fait, récemment, des démarches auprès de l'Administration Supérieure pour étendre à nouveau le champ de ses opérations. Elle considère donc que des aménagements peuvent être apportés au traité avant même que celui-ci ne soit mis en vigueur, ce qui justifierait un ajournement qui aurait d'ailleurs l'intérêt d'apprécier d'une manière plus complète les avantages et inconvénients du dernier avenant qui n'a joué que pendant 7 mois.

Le Rapporteur conclut en estimant qu'une prorogation, jusqu'au 31 Décembre 1941, de l'avenant en cours lui paraîtrait préférable à l'approbation du traité proposé.

.....

Le Représentant de la S.N.C.F. développe les conditions du nouveau traité qui ont été exposées, puis il indique à la Commission que l'Européenne avait demandé une durée de 10 ans. C'est à la suite de négociations qu'on a pu obtenir une réduction à 3 ans. Il paraît impossible d'obtenir une durée plus courte.

Quant à la question de la clause d'exonération pour faits de guerre, on peut affirmer que pas une seule Compagnie d'Assurances n'y renoncerait. Il ne faut pas oublier que l'Européenne a pris l'engagement de régler tous les sinistres, quelle que soit leur cause, sauf entre le 5 et le 20 Juin 1940. Pendant la période critique, elle règle d'ailleurs les sinistres, sauf s'il y a eu pillage et elle a le fardeau de la preuve, ce qui constitue une condition particulièrement dure.

Enfin le Représentant de la S.N.C.F. souligne qu'outre la diminution du taux des primes et autres avantages donnés au public par le système prévu, il est avantageux pour la S.N.C.F. de n'avoir pas à payer d'indemnités et cela au prix des faibles frais occasionnés du fait de son intervention.

M. ROUSSELLIER demande s'il existe au contrat une clause relative à la variation des prix.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que les taux ne peuvent être modifiés que d'accord avec la S.N.C.F. Toutefois en cas d'augmentation des impôts, il y aurait une majoration d'office.

M. ROUSSELLIER demande si la prorogation de l'avenant ne pourrait procurer autant d'avantages que la conclusion d'un nouveau traité.

Le Représentant de la S.N.C.F. réplique que la Cie Européenne ne pourrait l'accepter en raison des difficultés qu'elle éprouverait à se réassurer.

M. BATICLE rappelle combien la Commission des Marchés et l'Administration elle-même se sont montrées hostiles à l'aliénation, entre les mains d'entreprises privées, de certains services qui font partie intégrante de l'exploitation du chemin de fer. Il déclare que le principe de cette assurance lui paraît choquant, au même titre.

M. ROUSSELLIER résume le débat en rappelant que si la Commission doit examiner les conditions du traité, elle n'est pas juge de son opportunité. Il consulte les membres de la Commission et le Rapporteur.

.....

Le Rapporteur maintient son avis défavorable à l'adoption, dans les circonstances actuelles, du projet de traité.

M. FAIVRE D'ARCIER se range à l'avis du Rapporteur.

Les autres Membres étant d'avis d'adopter le projet, la Commission émet un avis favorable.

2°- Serv. Installa-
tions Fixes
9575

Location d'emplacements et de locaux dans les emprises du Chemin de Fer (N°93) (2.800.000 frs)

Rapporteur M. BESNARD AVIS FAVORABLE

3°- A.G.C. EV 44
9624

3ème avenant à des commandes de tirefonds galvanisés (N° 2603) (1.611.864 frs)

Rapporteur: M. JEAUFFRE AVIS FAVORABLE

4°- A.G.C. 105/9641 Bandages bruts en acier (N° 2604) (18.154.000 frs)

Rapporteur: M. JEAUFFRE AVIS FAVORABLE

5°- A.C.M. 9630

Fourniture du drap nécessaire à la confection des vêtements d'uniforme des agents de la S.N.C.F. (N°106) (38.500.000 frs)

Rapporteur: M. JEAUFFRE.

Le Rapporteur fait connaître qu'il s'agit de drap pour la fourniture des uniformes nécessaires à l'habillement des agents en 1941. La Direction des Textiles a avisé la S.N.C.F. que ses besoins en drap avaient fait l'objet d'une attribution à quatre établissements avec lesquels les marchés pourront être passés, étant entendu que les prix seront étudiés ultérieurement par le Comité d'Organisation, conformément au § 5 de l'article 7 de la loi du 16 Août 1940.

En raison des besoins très pressants d'uniformes, le Comité d'Organisation des Textiles a accordé une priorité aux besoins de la S.N.C.F. et a fait commencer les fabrications. Les livraisons sont très prochaines.

Pour ne pas retarder la confection, la S.N.C.F. se propose de traiter, dès maintenant, avec les fournisseurs désignés.

M. BATICLE estime que la législation sur les Comités d'Organisation ne comporte pas l'obligation d'accepter ainsi les titulaires des commandes.

M. JULIEN soutient la même opinion. Il y a là, à son sens, une interprétation abusive de la loi.

M. BATICLE pense que le Chemin de fer a la responsabilité de l'habillement de ses agents et que ses techniciens possèdent toutes les connaissances nécessaires pour apprécier eux-mêmes la valeur des offres. Il conviendrait d'appeler sur ce point l'attention de l'Administration Supérieure.

M. JULIEN rappelle que le Secrétaire d'Etat des Communications se préoccupe précisément du rôle joué, en cette matière, par les Comités d'Organisation et intervient auprès des Départements intéressés.

Le Rapporteur précise que les conditions et les prix des marchés seront soumis dès que possible à la S.N.C.F.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que ces prix doivent être soumis à l'approbation du Comité des Prix dans lequel M. GROS représente le Ministre des Communications pour les produits intéressant la S.N.C.F.

A la suite des renseignements fournis à ce sujet par le Représentant de la S.N.C.F. et sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

6°- A.C.M. 9660

3ème avenant - Construction d'un 2ème canal d'amenée à l'Usine de Soulom (N°107)
(6.716.600 frs).

Rapporteur M. MARTIN

Le Rapporteur expose que par un marché du 8 Novembre 1939, la S.N.C.F. a confié cette construction à la Sté "LES TRAVAUX SOUTERRAINS". Les propositions de cette entreprise étaient nettement inférieures à celles des autres concurrents.

Sur la moitié du parcours, des difficultés importantes ont été rencontrées et les prix de revient ont été largement dépassés.

Un premier avenant (Août 1940) a porté de 2 à 4 millions l'avance sur le matériel et a reporté à la fin des travaux le remboursement de cette avance.

.....

Un second avenant (Mars 1941) a porté l'avance à 6 millions.

L'ampleur des dépassements conduit l'entreprise à demander aujourd'hui une révision de prix, sans laquelle il lui serait impossible de continuer les travaux.

Le marché de 1939 prévoit qu'en cas de majoration de plus de 30%, donnée par la formule de variation contractuelle, l'entreprise a droit, sur sa demande, à la résiliation du marché.

Jusqu'à ces derniers temps, les paramètres ont peu varié, et l'incidence de la formule de variation contractuelle est très faible. Or, l'entreprise expose des majorations des prix de revient de l'ordre de 140% par rapport à ses prévisions.

Mais la formule de variation ne fait pas état d'éléments tels que les difficultés dues à la nature du terrain, au manque d'outillage spéciaux et au recrutement de la main-d'oeuvre. On prévoit donc l'établissement d'un nouveau bordereau des prix, valable depuis l'origine des travaux et le remplacement de la formule de variation contractuelle par une clause de variation plus souple, analogue à celle qui était pratiquée en 1936 et à celle qu'utilise le Métropolitain. Le montant initial du marché passerait de 16.691.346 frs à 23.707.946 frs. Ce serait un chiffre encore inférieur à celui de la meilleure offre reçue après celle des "Travaux Souterrains".

Il s'agit en somme, observe le Rapporteur, d'un avenant de principe, s'en remettant à un règlement de comptes à la fin des travaux, selon des modalités définies d'une manière assez vague.

La S.N.C.F. a distingué deux périodes :

- a) de Novembre 1939 au 1er Juin 1940
- b) après le 1er Juin 1940.

Le Rapporteur estime qu'en droit strict, pour la première période, la majoration de prix à accorder serait très minime. Pour la seconde période, un réajustement du contrat pourrait sembler justifié dans une certaine mesure qui ne paraît d'ailleurs pas devoir être considérable.

En équité, il faut reconnaître qu'il y a eu erreur initiale sur la dureté du rocher, qui était le gros

.....

aléa de l'entreprise. Doit-on se montrer intransigeant en présence d'un tel écart entre les prix réels et les estimations? Certes, il faut que l'entreprise paie les conséquences de son erreur, mais il n'est pas de l'intérêt de la S.N.C.F. de se montrer trop rigoureuse; une telle politique, si elle était poursuivie, inciterait les entrepreneurs à se couvrir à un moment où les risques de toute nature peuvent leur inspirer une certaine prudence. Enfin, il s'agit de travaux d'un intérêt national manifeste, et c'est probablement grâce à l'esprit de conciliation montré par la S.N.C.F. que l'entrepreneur a poursuivi les travaux avec activité.

Le Rapporteur conclut que pour la première période (Novembre 1939 à Juin 1940), on peut admettre l'établissement d'un nouveau bordereau qui se tient à 10% environ au dessous du prix offert par les autres concurrents à l'appel initial et qui semble laisser à l'entrepreneur une charge de près de la moitié du supplément de prix.

Pour la seconde période, le projet d'avenant prévoit (article 3) qu'en cas de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ayant pour effet de majorer de plus de 5% les prix des travaux restant à exécuter, l'entrepreneur pourra présenter une demande de révision, en mettant à la disposition du Chemin de Fer tous documents comptables nécessaires. Une part raisonnable sera laissée à sa charge, dans laquelle seront comprises les augmentations de frais généraux, sociaux etc... les nouveaux prix feraient l'objet d'un avenant qui sera soumis à la Commission des Marchés.

Le Rapporteur souhaiterait une formule moins vague et plus simple indiquant plus nettement la part mise à la charge de la S.N.C.F. limitant d'une manière plus précise les circonstances donnant lieu à révision et fixant, pour chacune d'elles, ce que la S.N.C.F. prend à sa charge. Il estime qu'au stade où l'on est arrivé, les travaux se distinguent peu de ceux d'un marché normal comportant une formule plus stricte.

M. JULIEN n'est pas opposé au principe de la révision, mais il note que le fait s'est produit plusieurs fois pour des travaux exécutés par cette même entreprise.

M. ROUSSELLIER demande au Représentant de la S.N.C.F. s'il pourrait tenter une nouvelle demande auprès de l'entrepreneur.

.....

Le Représentant de la S.N.C.F. ne croit pas qu'une nouvelle négociation puisse aboutir à un autre résultat. La situation de l'entreprise est très difficile. Ses décaissements atteignent actuellement le double de ses encaissements et la différence ne fait que s'accroître. Avec la solution proposée, la perte de l'entreprise atteint au moins 60%. Au moment du règlement définitif, sa perte sera ce que sera la part raisonnable mise à sa charge. A la suite du nouvel avenant, les prix seraient fermes pour tous les travaux effectués avant le 1er Juin 1940. Il n'y aurait de révision que pour les travaux postérieurs à cette date. Enfin, l'entreprise s'interdit désormais toute réclamation basée sur la nature du terrain rencontré. Cette solution a fait l'objet des études les plus précises de la S.N.C.F. en tenant compte, bien entendu, de l'intérêt du Chemin de Fer et aussi de l'intérêt national qui exige, comme l'a souligné le Rapporteur, l'achèvement des travaux pour la fin de l'année.

Le Représentant de la S.N.C.F. fournit, en réponse à des questions qui lui sont posées, diverses précisions sur les conditions dans lesquelles se présente le dossier. Il insiste enfin en faveur de l'adoption d'un projet qui a le mérite de s'adapter, en une période exceptionnelle, à des circonstances très difficiles.

A la suite des explications fournies, la Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à MIDI.

Pour le Président de la Commission
Le Conseiller d'Etat

(signé) ROUSSELLIER

Le Secrétaire Adj^t de la Commission

(signé) de LAVIT

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 21 JUILLET 1941

La séance est ouverte à 10 heures 30 sous la présidence de M. le Conseiller d'Etat Emile DURAND.

Sont présents :

MM. ASSEMAT)	
BATICLE	(
BAYON-TARGE	)	Memores de la Commission
JARDEL	(
JULIEN)	
MARTEL	(
BESNARD)	
LOUBIERE	(	Rapporteurs
SIEGFRIED)	

Assistent à la
séance :

MM. FAVIERE, Chef du Service Technique, délégué du
Directeur Général des Transports,

Les Représentants de la S.N.C.F.

Le Représentant de la Cie du Métropolitain

MOLINS, Secrétaire de la Commission

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission.

La Commission émet les avis suivants :

- 1°- SUD-OUEST 1381 V Usines hydro-électriques - Barrage
9619 des Bouillouses . Etanchement et
consolidation du barrage (N° 3101)
(4.004.060 frs)
Rapporteur M. SIEGFRIED

Le Rapporteur fait connaître que, après consultation des trois entreprises spécialisées dans ces sortes de travaux, la S.N.C.F. a discuté avec l'Entreprise BACHY le marché soumis aujourd'hui à la Commission. Il expose en détail les principales dispositions de ce marché qui ne soulèvent pas d'objection de sa part.

.....

Monsieur SIEGFRIED signale toutefois que le Cahier des charges spécial prévoit explicitement la non application des articles 34, 35, 36 et même 37 des clauses et conditions générales de la S.N.C.F. (augmentation, diminution, variation des quantités d'ouvrages, résiliation en cas de variation des prix) et il pense qu'il n'aurait pas été inopportun de préciser plus clairement les possibilités considérables de variation de la quantité des produits injectés.

A propos de l'article 37, qui est remplacé par une possibilité de révision des prix en cas de hausse de plus de 5 %, le Rapporteur signale accessoirement que le dit article ne doit jamais être abrogé en totalité et qu'il conviendrait d'en conserver toujours le premier alinéa relatif à la fixité des prix.

En ce qui concerne la révision des prix, elle est prévue en cas de hausse de plus de 5 % et sera i fixée par avenants, après discussion comptable et avec part raisonnable laissée à la charge de l'entreprise, mais cette part raisonnable n'est pas fixée.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que cette part figurera dans l'avenant de révision, lequel sera soumis à la Commission.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

2°- A.G.C. 348
9658

Fourniture de 4165 garnitures de signaux électriques complètes pour voitures-fourgons grande vitesse (N° 2605)
(3.765.160 Frs)

Rapporteur M. LOUBIERE.

Le Rapporteur fait connaître que la S.N.C.F. avait, pour cette commande, fait appel à 16 fournisseurs, mais la fourniture n'a pas été adjugée à celui qui a remis les offres les plus avantageuses, (Etablissements NININ). Ces Etablissements dépendent non du Comité d'Organisation du travail des métaux, mais du Comité des Industries de la construction électrique. Or, les adhérents du Comité d'Organisation du travail des métaux qui avaient fait des offres ont saisi leur Comité, et celui-ci a refusé d'autoriser les Etablissements NININ à se charger de la fourniture et il a lui-même réparti la commande entre 5 fournisseurs qu'il a désignés.

Le Rapporteur signale à ce sujet que, d'après

les renseignements qui lui ont été donnés, une circulaire de ce Comité interdirait à ses adhérents de faire une offre directe de fourniture, même s'ils sont consultés à titre individuel. Les consultations doivent être faites obligatoirement par l'intermédiaire du Comité qui fait connaître aux clients à quelle firme la commande doit être attribuée et à quelles conditions elle doit être exécutée.

M. LOUBIERE se demande s'il n'y a pas là, de la part des Comités d'organisations un abus de pouvoir.

M. FAVIERE pense qu'il serait bon d'appeler l'attention du Ministre sur l'action des Comités d'Organisation Professionnelle.

M. ASSELIAT déclare qu'il aura l'occasion de parler de la même question lorsqu'il présentera un : de ses dossiers.

Il est donc entendu que cette discussion sera reprise au moment de l'examen de ce dernier dossier.

Reprenant son exposé, M. LOUBIERE précise que les négociations que la S.N.C.F. a engagées avec le Comité d'Organisation du Travail des Métaux ont permis d'obtenir des résultats un peu plus avantageux que l'appel pur et simple à la concurrence (904 frs la garniture au lieu de 981 frs), mais on peut toutefois douter qu'il en sera indéfiniment de même et il n'est d'ailleurs pas certain que des négociations avec les Etablissements NININ n'eussent pas conduit ceux-ci à réduire leur prix.

La Commission, sur la proposition du Rapporteur approuve le marché.

3°- A.G.C. CA 494
9649

Avenant à des marchés de tubes et
tuyaux en acier (N° 2606)
(3.162.802 Frs).

Rapporteur M. LOUBIERE

Le Rapporteur fait connaître qu'il n'a pas d'objection à formuler. Il se demande toutefois, étant donné qu'il s'agit, conformément aux dispositions des marchés initiaux, d'appliquer simplement des prix homologués, s'il est indispensable que la Commission statue.

La Commission estime qu'il n'y a aucun inconvé-

nient à ce qu'elle donne son avis sur cet avenant et elle émet, conformément aux propositions du R. porteur, un avis favorable.

4^e - Service Central
Matériel
9581

Métallisation de 101 voitures à bogies
à caisse en bois, de la Région de l'OUEST
(N°101) (9.885.350 Frs)
Rapporteur M. BATICLE

Après avoir donné connaissance des principales dispositions du marché proprement dit, lequel ne soulève pas d'objection de sa part, M. BATICLE indique, que depuis la rédaction du marché, des modifications ont été apportées à la clause concernant les conditions de révision des prix.

Il rappelle brièvement la discussion qui a eu lieu à la séance de la Commission du 26 Mai à propos du marché relatif à l'acquisition de 173 locomotives; il indique, qu'à la suite des observations présentées à cette dernière séance, le Ministre, par lettre du 13 Juin 1941, a demandé à la S.N.C.F. de lui soumettre une nouvelle rédaction de la clause dont il s'agit. Cette clause, qui a reçu l'accord verbal du Ministre, est la suivante:

"En raison des circonstances actuelles, il
"pourrait survenir, au cours de l'exécution du marché
"des événements dont les répercussions ne seraient
"manifestement pas traduites par les conditions de
"révision fixées.

"Dans ce cas et à titre exceptionnel, si la
"S.N.C.F. ou le Constructeur estimait que le prix
"résultant de l'application des dites conditions
"s'écarterait, en plus ou en moins, de plus de 1/15 du
"prix initial notifié par les variations obligatoi-
"rement subies par ses divers éléments, les dites
"conditions de révision seraient modifiées d'un
"commun accord entre la S.N.C.F. et le constructeur
"à la demande de l'une des parties qui aurait à
"justifier sa demande.

"Faute d'entente entre les parties sur ces
"modifications aux conditions de révision, le
"marché serait résilié moyennant un règlement équi-
"table dont le montant, à défaut d'accord amiable,
"serait fixé par arbitrage."

Après avoir marqué les différences qui existent entre cette rédaction et celle qui figurait dans le dossier des 173 locomotives, M. BATICLE déclare que,

dans l'ensemble, cette nouvelle rédaction paraît acceptable; il désirerait, toutefois, qu'au 3^e alinéa, le rôle des arbitres fût exactement précisé; il estime notamment que les arbitres, en aucun cas, ne devraient tenir compte du manque à gagner, et il se demande s'il ne conviendrait pas de préciser l'orientation de l'arbitrage

Le Représentant de la S.N.C.F. précise que le 3^e alinéa de la clause n'aura à jouer que lorsque les parties (S.N.C.F. et constructeur) ne seront pas d'accord; dans ce cas, comme d'ailleurs dans tout arbitrage, les arbitres auront à statuer selon les règles du droit, en vue d'aboutir, ainsi que le précise le 3^e alinéa de la clause, à un règlement équitable. Il ne croit pas que l'on puisse, pour atteindre ce but, limiter les pouvoirs des arbitres.

En ce qui concerne le 2^e alinéa de la clause, prévoyant que les conditions de révision pourront être modifiées à la requête de l'une des parties qui aura à justifier sa demande, M. FAVIERE, renouvelant une observation qu'il a déjà faite, ne voit pas comment le texte pourra jouer en faveur de la S.N.C.F. En effet, lorsque des constructeurs demanderont la révision, ils disposeront de tous les éléments pour la justifier, et il craint qu'il n'en soit pas de même de la S.N.C.F. Il faudrait que celle-ci puisse obtenir des constructeurs tous les éléments comptables lui permettant, le cas échéant, de justifier sa demande de révision.

MM. ASSEMAT et JULIEN appuient cette observation; ils estiment, comme M. FAVIERE, que, pour que la clause puisse jouer en faveur de la S.N.C.F., il conviendrait qu'elle puisse obtenir de la part des constructeurs tous les renseignements comptables nécessaires.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait connaître que des pourparlers sont actuellement engagés dans ce sens avec le Comité d'Organisation MATFER. Dans la lettre qui a été adressée à ce Comité, sont indiqués les noms des fonctionnaires de la S.N.C.F. qui seraient chargés de prendre connaissance des divers documents en question.

A la suite de ces explications, et sur la proposition du rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

- 5°- Service Central Avenants aux marchés passés le 12 Dé-
Matériel cembre 1939 pour la fourniture de
9566 7600 wagons (N°104) (535.189.50 Frs)
Rapporteur M. BATICLE

A la suite des explications fournies par le Représentant de la S.N.C.F. en ce qui concerne la période prise comme comparaison pour le calcul des augmentations de salaires, M. BATICLE propose l'approbation des avenants. Il fait remarquer, et il insiste sur ce point, qu'il est entendu que les constructeurs doivent fournir à la S.N.C.F. tous les éléments de comptabilité qu'elle demandera.

La Commission émet un avis favorable.

- 6°- Service Central Commande de 250 semi-remorques U.F.R.
Matériel 50 semi-remorques CODER (N°103)
9635 (28.505.250 Frs)

M. ASSEMAT, Rapporteur, expose les conditions dans lesquelles est faite cette commande. La S.N.C.F. a commencé par choisir un type de véhicule exclusivement fabriqué par une entreprise déterminée. Puis, le Comité d'Organisation Professionnelle de l'Industrie et du Commerce du Matériel de Transport Ferroviaire, saisi par les soins de la S.N.C.F., a attribué la commande à cette entreprise et c'est lui qui en a discuté le prix. Il s'agit, par conséquent, d'un marché de gré à gré dont les conditions financières sont arrêtées par le C.O.P.

M. ASSEMAT estime que l'organisation actuelle n'empêchait pas, dans un cas comme celui-ci, la discussion financière entre la S.N.C.F. et l'UNION des TRANSPORTS FERROVIAIRES & ROUTIERS (U.F.R.), d'une part, et la Société des Etablissements CODER, d'autre part.

Il indique que cette affaire pose une question importante au sujet des pouvoirs des Comités d'Organisation Professionnelle. Ainsi que l'a précisé M. LOUBIERE (dossier figurant au n°2 de l'ordre du jour), certains Comités d'Organisation interdisent à leurs adhérents de répondre directement, même s'ils sont consultés à titre individuel. C'est ce qui semble s'être produit ici; alors que les fournisseurs dont il s'agit pouvaient seuls être consultés, et que la discussion ne pouvait porter que sur le prix.

Le Rapporteur se demande si, en agissant ainsi, les Comités restent bien dans le cadre prévu par la loi.

Après échange de vues, auquel participent M. BATICLE, M. JARDEL, le RAPPORTEUR et M. FAVIERE, la Commission décide de signaler la question à Monsieur le Ministre.

En ce qui concerne les prix du marché en discussion, le Représentant de la S.N.C.F. précise, à la demande du Rapporteur, que les comparaisons ont été faites sur les résultats de 1939, entre un matériel routier classique et celui qu'on se propose d'acquérir, lequel comporte des modifications techniques, dont il a été tenu compte dans la comparaison.

M. ASSEMAT aurait préféré une étude des prix faite par les bureaux techniques de la S.N.C.F. qui dispose d'ingénieurs tout à fait qualifiés pour analyser ces prix.

Sous le bénéfice des observations relatives aux pouvoirs des Comités d'Organisation Professionnelle, la Commission, sur la proposition du Rapporteur, émet un avis favorable.

7°- Serv. Matériel
9656

Fourniture de
480 wagons couverts du type KKuw
420 wagons tombereaux type TTuw
180 wagons réfrigérants
(N°105) (158.034.00 Frs)
Rapporteur M. ASSEMAT

A la suite des observations du Rapporteur, la Commission estime que des justifications complémentaires doivent être produites, en ce qui concerne les prix.

Le dossier est, en conséquence, reporté à une prochaine séance.

8°- NORD MT/N 289
9609

Avenant - Révision de prix définitive
d'un marché de 10 locomotives type
"Pacific" Compound à 4 cylindres
(N° 3302) (1.177.730 Frs)
Rapporteur M. ASSEMAT

Le Rapporteur indique que cet avenant s'applique

à un marché conclu en Février 1936; en l'absence de toute clause de révision, application a été faite de la théorie de l'imprévision. Aucune majoration n'a été accordée pour la part matières, la S.N.C.F. ayant estimé que le constructeur avait pu se couvrir avant les hausses survenues après les événements de Juin 1936.

Les majorations accordées proviennent principalement de la part main-d'oeuvre.

En définitive, l'augmentation totale atteint 4.600.00 Frs, soit 51,4 % du prix contractuel de la fourniture.

Le Rapporteur estime que l'application de la théorie de l'imprévision a été faite correctement et, sur sa proposition, la Commission approuve l'avenant.

MARCHES DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
METROPOLITAIN DE PARIS

9°- Serv. Techniques Travaux de gros-oeuvre du remaniement
et Travaux du terminus "PLACE D'ITALIE" en vue du
35 changement d'exploitation (Ligne n°5
et 6) (N°35) (731.048 Frs).

Rapporteur M. JULIEN

Le Rapporteur fait connaître que les travaux ont fait l'objet d'un appel à la concurrence entre 12 entreprises et que c'est l'entreprise qui a fait les conditions les plus avantageuses (Entreprise MONTCOCOL) qui a été déclaré adjudicataire. Ces offres consistent:

- 1°- en une série de prix forfaitaires,
- 2°- en une majoration de 68 % sur les prix de la série de base établie au 1° Janvier 1941.

M. JULIEN indique que l'on trouve dans le dossier toutes les justifications, aussi bien des prix forfaitaires, que de la majoration de 68 %. Répondant à M. BATICLE, il précise que la partie forfaitaire est très faible.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission approuve le marché.

10°- Serv. Techniques
et Travaux
36

Renforcement du pont de Passy par
soudure à l'arc électrique. (N°36)
(7.105.000 Frs).
Rapporteur M. JULIEN

AVIS FAVORABLE

La séance est levée à 13 heures.

LE SECRETAIRE DE LA COMMISSION

(signé) MOLINS

LE CONSEILLER D'ETAT
PRESIDENT DE LA COMMISSION

(signé) DURAND

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 4 AOUT 1941

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. le
Conseiller d'Etat ROUSSELLIER remplaçant M. le Conseiller d'Etat E. DURAND.

Sont présents :

MM. BATICLE)	
JULIEN	(
MARTEL	)	Membres de la Commission
NAUD	(
BESNARD)	
LEONARD	(
LOUBIERE	)	Rapporteurs
SIEGFRIED	(

Assistent à la
séance :

MM. MARTIN, Inspecteur des Finances, représen-
tant le Chef de la Mission de Contrôle
Financier des Chemins de Fer

Les Représentants de la S.N.C.F.

Les Représentants de la S.T.C.R.P.

MOLINS, Secrétaire de la Commission

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission.

La Commission émet les avis suivants :

DOSSIERS de la S.N.C.F.

1°-Serv. Recons-
truction 9683

Reconstruction provisoire et défini-
tive du viaduc des Hollandais de la
ligne de Mantes à Caen (N° 97)
(3.000.000 de frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

.....

2°-Serv. Recons-
truction 9685

Reconstruction du Pont Eiffel sur l'Oise
de la ligne d'Argenteuil à Mantes (N° 98)
(3.300.000 frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

3°-Serv. Recons-
truction 9686

Reconstruction du Pont de Jussey de la
ligne de Troyes à Belfort (N° 99)
(3.000.000 de frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

M. SIEGFRIED, Rapporteur, annonce qu'il présen-
tera en même temps à la Commission ces trois dossiers
de reconstruction, de forme identique.

Il s'agit de marchés de gré à gré passés avec
les entreprises désignées par le Service de la Recons-
truction, en tenant compte de leurs possibilités
actuelles en outillage et en personnel. Ils sont
établis sur séries de prix comportant :

- des travaux sur série "reconstruction"
- des travaux sur série de prix spéciale
- des travaux en régie

Si l'on compare avec les prix de Mai 1936, on
constate des augmentations moyennes de 109, 105 et
111%. Elles sont assez élevées, mais paraissent
encore acceptables.

Le Rapporteur examine de près le coût des tra-
vaux sur séries de prix spéciales, qui représentait
une part sensible de l'ensemble (20 à 37%). Si les
propositions paraissent acceptables, le Rapporteur
souligne que le dernier prix cité, relatif au 3ème
marché, pour lequel le terme "installation de chan-
tier" lui paraît très vague, doit couvrir aussi les
installations nécessaires aux travaux sur série de
prix "reconstruction". Déjà le 3ème marché donne la
plus forte augmentation moyenne par rapport à 1936
(111%); le remboursement en sus de 102.000 frs
d'installations de chantiers porte en fait ces 111%
à un taux plus élevé de l'ordre de 115%, en sorte
que les conditions du 3ème marché sont certainement
moins favorables que celles des deux premiers.

Ces trois marchés sont passés avec des clauses
de révision différentes, ce qui n'est pas sans
étonner le Rapporteur.

- le 1er comporte une révision des prix prévue
dans le seul cas de modification des charges
fiscales ou sociales à la date du 10 Février
1941, la preuve étant à la charge du demandeur ;

.....

- dans le 2ème, aucune révision de prix n'est envisagée, même pour le cas ci-dessus;
- le 3ème comporte la clause de révision des prix ci-dessus pour les modifications de charges fiscales ou sociales, et en plus des clauses de révision des prix d'après des formules propres à chaque chapitre de la série Reconstruction, et certains prix de la série spéciale; ces formules sont analogues à celles déjà présentées à la Commission des Marchés dans les marchés examinés en Avril et Juin; elles laissent des parts fixes de 20 ou 15%.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait connaître que si les trois marchés contiennent des clauses différentes, c'est que certains travaux sont terminés.

Le Rapporteur estime que l'on peut approuver ces trois marchés et que si les conditions du 3ème sont un peu moins serrées que les autres, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit de travaux en zone interdite, ce qui a provoqué probablement certaines charges supplémentaires.

Sur sa proposition, la Commission émet un avis favorable.

4°-SUD-EST 5486
9684

Fourniture d'énergie électrique aux
Etablissements de Nevers (Avenant)
(N° 3997)(235.500 frs)
Rapporteur M. LEONARD

Le Rapporteur fait connaître que l'énergie électrique nécessaire à l'alimentation des Etablissements de NEVERS est fournie par la Compagnie du Bourbonnais, en vertu d'un contrat passé par la Compagnie P.L.M. le 21 Juillet 1937, dont les conditions sont plus avantageuses que celles du cahier des charges de concession de distribution publique du Bourbonnais applicable aux abonnés ordinaires.

Toutefois, l'application de ce tarif présenterait de l'intérêt si la S.N.C.F. bénéficiait de la réduction de 20 % prévue pour les services publics. A la suite de démarches pressantes faites à ce sujet par la S.N.C.F., celle-ci a pu obtenir que, à compter du 1^{er} Janvier 1941, les tarifs du cahier des charges lui seraient appliqués avec cette réduction de 20 %, et l'avenant soumis aujourd'hui à la Commission fixe les nouvelles modalités de la tarification.

.....

On peut, déclare le Rapporteur, se demander s'il n'eut pas été possible d'obtenir que cette nouvelle tarification soit appliquée à partir d'une date antérieure au 1^{er} Janvier 1941.

Cette question donne lieu à un échange de vues auquel participent le Président, M. BATICLE et M. N. UD.

Le Représentant de la S.N.C.F. précise que la question de savoir si la S.N.C.F. entre dans la catégorie des "services publics" pouvant bénéficier de la réduction n'a pas été tranchée d'une manière formelle par les tribunaux; il se demande d'ailleurs s'il est actuellement opportun de leur soumettre la question car, par négociations, la S.N.C.F. a déjà obtenu satisfaction dans 95 % des cas, et elle continuera de négocier pour les autres.

Le Rapporteur admet que, dans le contrat en discussion, la réduction dont il s'agit ne s'appliquait pas de plein droit; le contrat de Juillet 1937 prévoyait en effet expressément que si de nouvelles tarifications étaient imposées par les Pouvoirs Publics, la Compagnie P.L.M. pourrait en demander l'application. Il reste à savoir si la S.N.C.F. ne pourrait pas actuellement obtenir que le nouvel accord prenne effet à la date où elle s'est mise en instance, pour bénéficier de la réduction.

Sur l'affirmation du Représentant de la S.N.C.F., qu'une nouvelle négociation ne serait pas susceptible de procurer des résultats meilleurs, le Rapporteur propose l'approbation de l'avenant, et la Commission émet un avis favorable.

5°- A.C.M. 134 Ach
9666

Achats de combustibles belges:
en mars 1941:

25.000 t. de criblés et 25.000 t. menus
en avril 1941:

25.000 t. de criblés et 25.000 t. menus
en mai 1941

25.000 t. de criblés et 25.000 t. menus
(N° 109) (53.580.000 frs)

Rapporteur M. LEONARD

Le Rapporteur fait connaître qu'il s'agit de la régularisation de fournitures faites par l'Office Belge des Charbons en mars, avril et mai.

.....

Il n'a pas d'observation à présenter en ce qui concerne les prix et, sur sa proposition, la Commission émet un avis favorable.

6°- Serv. Inst. Fixes Fourniture de freins de voie (N° 96)
Vz 0056/9678 (3.390.000 frs)
Rapporteur M. LOUBIERE

Le Rapporteur expose les conditions dans lesquelles la S.N.C.F. propose de conclure ce marché avec la Compagnie WESTINGHOUSE; il n'a pas d'objection contre la formule du marché de gré à gré.

En ce qui concerne les conditions financières, le Rapporteur précise que, sur le prix de 700.000 frs par frein demandé par le constructeur, la S.N.C.F. a pu obtenir un abattement d'environ 3 %, ce qui ramène le prix unitaire à 678.000 frs environ.

Après avoir fourni des précisions sur la formule de révision qui n'appelle pas d'observation de sa part, le Rapporteur propose l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

7°- Serv. Inst. Fixes Commande de rails (N° 100)
Vt 0116/9691 (13.750.000 frs.)
Rapporteur M. LOUBIERE

Ce dossier a été retiré avant la séance.

8°- A.G.C. AA 81 Avenant à des commandes de bandages
9689 (N° 2607) (139.400 frs.)
Rapporteur M. JEAUFFRE

Ce dossier a été retiré avant la séance.

9°- Serv. Matériel Construction de 32 locomotives électriques
9673 B₀ B₀ E 0325 à 0356 et pièces de rechange
(N° 106) (124.365.570 frs)
Rapporteur M. BATICLE

M. BATICLE, Rapporteur, expose qu'il s'agit d'un marché de gré à gré, dont le montant s'élève à 125 millions de francs environ et pour lequel une commande de principe a été passée le 11 Septembre 1940 avec la Société Alsthom après accord verbal du Secrétaire d'Etat aux Communications.

La Société Alsthom est titulaire du marché et

reste responsable de la fourniture, mais la construction de 11 machines sera confiée à la Société "Le Matériel de Traction Electrique", qui groupe elle-même trois constructeurs: Schneider, "Le Matériel Electrique S.W." et Jeumont. Il s'est créé une sorte de spécialisation entre les constructeurs suivant les divers types de machines construits. Il s'agit ici de machines B₀ B₀ - D'autres s'occuperont des machines 2D2.

Rien à dire quant à la forme du marché. En raison des caractéristiques de ces machines, qui comptaient de nombreux brevets, on se trouve en présence d'un monopole de fait qui justifie le marché de gré à gré. Mais puisqu'il s'agit d'une fourniture pour un service public autorisée par un Département ministériel compétent et responsable, on se demande pourquoi il a été nécessaire d'avoir l'accord du Comité d'Organisation Professionnelle de l'Industrie Electrique - que certaines conditions d'exécution aient à tenir compte, dans une certaine mesure, des règles générales d'organisation professionnelle et de répartition des matières, on peut l'admettre, mais il paraît critiquable qu'un tel marché ait été soumis, dans son ensemble, à l'agrément du Comité - On comprendrait que le Comité fît connaître, dans un texte précis, les conditions auxquelles la réglementation actuelle subordonne l'exécution des fournitures faisant l'objet du marché et qui peuvent avoir une incidence sur certaines clauses, mais en laissant le fournisseur et le client discuter les modalités du marché lui-même.

Abordant la question du prix, le Rapporteur observe que tout marché passé de gré à gré doit comporter un examen du prix de revient réel - or, dans le cas présent, on s'est contenté de calculer ce que serait le prix avec la formule du marché de 1936. Avec un coefficient de hausse de 3 (sur les matières) et de 2,39 (sur les salaires), compte tenu de la variation de la taxe à la production et des tarifs de transports ainsi que de certaines charges financières complémentaires, on aboutit à un coefficient de majoration de 2,64.

Le prix unitaire de base initialement demandé par le constructeur était: 3.720.000 frs. Le prix que l'on obtient après application du coefficient de majoration résultant de la hausse des taux des salaires et des cours des matières de référence ainsi que des charges nouvelles supportées par les constructeurs est de 3.510.000 frs pour des machines

.....

identiques à celles de 1936, dans les conditions économiques de Juin 1940. Mais ce prix n'est pas comparable directement à l'offre initiale. En effet, les locomotives nouvelles comporteront quelques modifications techniques entraînant une plus-value estimée à 155.000 frs dans les conditions économiques de Juin 1940, appliquée à l'évaluation de 3.150.000 f., cette plus value porte le prix de base unitaire à 3.665.000 frs)

L'offre initiale du constructeur excédait donc de 55.000 francs la somme ci-dessus. Après discussion, le prix unitaire a pu être ramené à 3.695.000 frs. En fait, la S.N.C.F. considère que le prix est de 3.675.000 frs. La différence de 20.000 francs représente, par locomotive, la valeur des frais d'études qui fera l'objet d'un règlement distinct.

Le Rapporteur remarque que la S.N.C.F. a fait varier le prix total proportionnellement au coefficient de majoration des matières et des salaires. Doit-on admettre que la partie fixe a varié dans les mêmes proportions? On n'a cependant pas construit de nouvelles usines en vue de ce marché, et une partie importante des charges financières a dû rester constante.

De plus, le prix primitif comportait des frais d'études pour la totalité. Ces frais d'études n'ont pas été payés à part pour les marchés primitifs et ils devraient représenter une partie constante; au contraire, on compte 20.000 francs de supplément pour frais d'études complémentaires.

Il faut enfin ajouter que, dans le plan primitif, les aléas d'une première construction étaient implicitement compris, alors qu'aujourd'hui, les constructeurs vont travailler à coup sûr, avec le bénéfice de l'expérience acquise.

Le Rapporteur présente enfin d'autres observations sur les clauses du marché. Il remarque qu'on admet, pour le calcul du second terme de comparaison des salaires la moyenne de 7 mois précédant l'avant dernier mois (et de 4 mois précédant les 7 derniers mois, pour les sous-traitants). Or, le délai de livraison est de 20 mois pour chaque groupe. Il paraît difficile d'admettre que les constructeurs n'aient pas payé de salaires pendant les 13 premiers mois.

.....

Le Rapporteur conclut que les prix lui paraissent trop élevés, par comparaison avec le prix primitif et que la formule de variation des prix lui paraît défectueuse en ce qui concerne les salaires. Il propose un avis défavorable.

M. JULIEN fait observer que si l'on a tenu compte de tous les facteurs de hausse, il est un facteur de baisse qu'on paraît avoir négligé : c'est la diminution du loyer de l'argent. Un Membre de la Commission, M. ASSEMAT l'a fait remarquer précédemment.

Les Représentants de la S.N.C.F. soulignent que le prix proposé par le constructeur était d'un ordre de grandeur raisonnable et que les variations qui ont pu se produire dans la construction électrique sont nettement inférieures à celles qui ont été constatées pour les autres catégories de matériel moteur. La machine à vapeur coûte relativement plus cher que la machine électrique.

Il y a lieu, en outre, de tenir compte de deux éléments nouveaux : l'existence d'un fonds de renouvellement dû au déséquilibre des changes et le moindre rendement certain de la main d'œuvre qui est dû à l'alimentation défectueuse et aux à coups dans le ravitaillement en matières premières.

En ce qui concerne les frais d'études, ils s'expliquent par le fait que pour construire actuellement les locomotives du modèle adopté en 1936, il faut reprendre la plus grande partie des études, car des matériaux identiques ne sont plus à la disposition des constructeurs : le cuivre manque, les plans de câblage sont à refaire etc...

M. ROUSSELLIER estime cependant que le coût paraît très élevé. Il interprète les sentiments de la Commission en demandant au Représentant de la S.N.C.F. de reprendre le dossier pour tenter encore des négociations avant de représenter le dossier à une prochaine séance.

Il en est ainsi décidé et le dossier est
ajourné

.....

10°-SUD-OUEST 1380 V
9613

Usine électrique de Thuès, sur le Têt
Construction des ouvrages d'adduction
d'eau (N° 3104)(19.519.590 frs)
Rapporteur M. JULIEN

Le Rapporteur fait connaître qu'il s'agit d'un marché de gré à gré qui serait passé, après négociations, avec l'entreprise Sainrapt et Brice qui exécute actuellement des travaux analogues à Fondpédrouse au voisinage immédiat de Thuès. Il ne fait pas d'objection à la procédure de gré à gré, le marché relatif aux travaux de Fondpédrouse ayant donné lieu à un appel à la concurrence entre 24 entrepreneurs et l'entreprise Sainrapt et Brice possédant sur place tous les moyens d'exécution.

Par contre, M. JULIEN estime que la majoration de 48% sur les prix des travaux de Fondpédrouse doit être justifiée.

Le Représentant de la S.N.C.F. précise que l'examen de la comptabilité de l'entreprise a montré que pour le marché relatif aux travaux de Fontpédrouse, il y avait eu, en réalité, une majoration de plus de 50%; c'est en se basant sur cet examen qu'on a accordé pour le présent marché (travaux de Thuès) une majoration de 48%.

M. JULIEN donne connaissance à la Commission de la formule de révision inscrite dans le marché, formule qu'il estime très acceptable.

Sur sa proposition, la Commission approuve le marché.

11°-A.G.C. 9669

Fourniture de :
80 appareils branchements type Est
tg 0,13 longs
80 appareils branchements type Est
tg 0,13 courts
(N° 2609)(4.528.000 frs)
Rapporteur M. BESNARD

Le Rapporteur indique qu'en raison de son urgence, ce dossier lui a été remis Vendredi dernier, avant d'avoir été approuvé par M. le Directeur Général de la S.N.C.F.

.....

Le Représentant de la S.N.C.F. fait connaître que cette approbation a bien été donnée.

Le Rapporteur constate que ce marché n'a pas été soumis au mois de Mai en même temps que les marchés analogues passés avec les constructeurs de la région parisienne.

Le Représentant de la S.N.C.F. répond que les négociations avec la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais n'étaient pas terminées en Mai dernier.

Le Rapporteur signale que les prix acceptés par la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais sont les mêmes que ceux des constructeurs de la région parisienne, augmentés de l'écart du coût des transports de leurs produits. En fait, cet écart représente à peine ces frais de transports, d'où il semble ressortir que ces prix sont légèrement plus avantageux que ceux des marchés approuvés en Mai dernier.

Cette observation faite, le Rapporteur propose l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

DOSSIERS de la S.T.C.R.P.

12°-Services Tech- Fourniture de gaz carburant
niques 24 (N° 24)(5.520.000 frs)

13°- -d°- 26 Fourniture de gaz carburant
(N° 26)(7.200.000 frs)

14°- -d°- 27 Fourniture de gaz carburant
(N° 27)(294.000 frs)

15°- -d°- 28 Fourniture de gaz carburant
(N° 28)(270.000 frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

Le Rapporteur présente ensemble ces quatre marchés. Il donne d'abord des renseignements qui montrent que l'emploi du gaz d'éclairage comme carburant est extrêmement intéressant: le prix de revient du transport est en effet nettement au-dessous de celui que l'on obtient avec l'emploi des autres carburants.

.....

En ce qui concerne les prix des marchés en discussion, le Rapporteur précise que les deux principaux fournisseurs, Compagnie du Gaz de Paris et Société d'Eclairage et Force Motrice (E.C.F.M.) ont consenti le prix de 0 fr 72 le mètre cube. Bien que ce prix soit celui du tarif industriel le plus favorable, M. SIEGFRIED observe que, étant donné la consommation annuelle de la S.T.C.R.P. (Dix millions de mètres cubes), des conditions plus avantageuses auraient pu être consenties, mais, malgré ses demandes, cette Société n'a pu obtenir un prix meilleur.

M. SIEGFRIED estime que, compte tenu de la situation où se trouve actuellement l'industrie gazière, le prix de 0 fr 72 le m³, sans être très favorable, est intéressant, et il propose l'approbation du marché.

La Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à Midi.

Pour le Président de la Commission
Le Conseiller d'Etat
(signé) ROUSSELLIER

Le Secrétaire de la Commission

(signé) MOLINS

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 11 AOUT 1941

La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence de M. le Conseiller d'Etat ROUSSELLIER, remplaçant M. le Conseiller d'Etat E. DURAND.

Sont présents :

MM. ASSEMAT)	
BATICLE	(
BAYON-TARGE)	
JULIEN	(	Membres de la Commission
MARTEL)	
NAUD	(
BESNARD)	
JEAUFFRE	(	Rapporteurs
MARTIN J.L.)	

Assistent à la
séance :

MM. PROT, Ingénieur en Chef des Transports,
représentant en l'absence de M.FAVIERE,
Chef du Service Technique, le Direc-
teur Général des Transports,

MARTIN, Inspecteur des Finances, représen-
tant le Chef de la Mission de
Contrôle Financier des Chemins de
Fer,

Les Représentants de la S.N.C.F.

MOLINS, Secrétaire de la Commission

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission

La Commission émet les avis suivants :

.....

1^o-Serv. Matériel
9673

2ème présentation - Construction de
32 locomotives électriques B₀B₀ E
0325 à 0356 et pièces de rechange
(N^o 106)(124.365.570 frs)

Rapporteur M. BATICLE

M. BATICLE, Rapporteur, rappelle que ce marché a été présenté à la séance du 4 Août 1941. A la demande de la Commission, qui avait suivi la proposition de son Rapporteur, et qui estimait trop onéreuses les propositions des constructeurs, le dossier avait été retiré, et les Représentants de la S.N.C.F. avaient accepté d'entamer de nouvelles négociations.

Le Rapporteur fait connaître que, d'après la S.N.C.F., les constructeurs se sont refusés à tout nouvel examen des prix en se bornant à faire valoir que leurs conditions avaient été mûrement étudiées et qu'elles cadraient, à très peu près, avec les prix des locomotives du même type précédemment acquises. Le Service du Matériel souligne que la différence entre le prix offert (3.695.000 frs) et le prix évalué selon la méthode de calcul admise par la Commission des Marchés est de 30.000 francs seulement par locomotive, soit une différence inférieure à 1%. Il ajoute que, dans une récente commande de 173 locomotives à vapeur, l'écart constaté entre le calcul (selon la formule) et le prix offert a légèrement dépassé 3%.

Le Rapporteur souligne que l'examen du dossier par la Commission a eu lieu le 4 Août. Or, c'est par une note datée du 5 Août que la S.N.C.F. (Service Central du Matériel) fait connaître que les constructeurs avaient opposé "une fin de non-recevoir" à la demande de nouvelles négociations qui leur a été adressée. Le nouvel examen demandé paraît avoir été réduit à sa plus simple expression et il est à peine besoin de souligner le caractère discourtois de cette fin de non-recevoir. Il est permis de s'étonner d'une telle attitude.

Le Rapporteur constate que si la différence entre le prix des locomotives électriques calculé selon la formule admise et les conditions proposées par les constructeurs est faible quant au pourcentage représenté (moins de 1%), il est loin d'être négligeable en valeur absolue, puisqu'il atteint presque un million et il n'est pas évident que l'écart admissible

.....

doit varier en proportion du montant d'un marché. Dans le cas présent, cet écart se produit avec application du coefficient de majoration à la totalité du marché de 1936, alors qu'incontestablement certaines parties n'ont pas varié : charges financières, un fragment important des frais d'études, par exemple. En outre, l'importance relative d'autres charges, primitivement incluses dans les 15% de la part fixe, a dû diminuer, en raison de l'expérience acquise (risques d'échec aux essais, d'un mauvais comportement à l'usage, entraînant l'application de pénalité etc...) Si l'on peut admettre que, dans l'application de la formule de variation, des erreurs accidentelles peuvent s'introduire, ce n'est pas une raison pour ne pas corriger les erreurs systématiques qui sont évidentes.

Le Rapporteur a rappelé - ainsi que l'a fait valoir la S.N.C.F. - que l'écart constaté dans la fixation du prix des 173 locomotives à vapeur était plus considérable. C'est exact, mais M. BATICLE estime que les deux marchés ne sont pas comparables. Pour les locomotives à vapeur, il ne s'agissait pas de la continuation d'un marché avec un fournisseur; il s'agissait d'un marché entièrement nouveau où s'est produite - tout au moins dans le cadre de l'organisation professionnelle - une certaine compétition, sinon une véritable concurrence. Dans ce cas, la légitimité du respect de la formule n'était pas du même ordre. Le Rapporteur se souvient d'ailleurs avoir souligné, à ce moment, cet écart important entre le prix selon la formule et le prix payé, mais la technique de la construction des locomotives à vapeur est parfaitement connue des Ingénieurs de la S.N.C.F. et il était tout à fait normal de s'en rapporter à leur affirmation lorsqu'ils ont déclaré que les prix étaient acceptables. Il y avait eu, en somme, examen du prix de revient, ce qui était normal, s'agissant d'une construction familière aux Ingénieurs de la Traction.

électriques

Pour les locomotives au contraire, la S.N.C.F. a déclaré qu'il lui était impossible de fournir une appréciation sur le prix de revient exact. On ne pouvait donc que s'en référer à la formule de variation des prix établie pour le même constructeur.

Tout porte à croire d'ailleurs, poursuit le Rapporteur, que le marché initial de référence comportait une part bénéficiaire moindre dans le cas des machines à vapeur que dans celui des locomotives électriques, puisqu'il s'agissait d'une construction courante entreprise par une industrie suréquipée.

Les conditions du marché de 1936 avec l'Alsthom sont très différentes : il s'agit d'une construction nouvelle et il n'y avait pas de concurrence, mais seulement partage de types de locomotives entre divers constructeurs de matériel électrique. A ce moment, les constructeurs se sont certainement couverts contre les risques de ne plus recevoir de commandes analogues avec un temps assez long, puisque rien ne permettait de supposer que la pénurie de charbon résultant des événements conduirait à électrifier de nouvelles lignes; de ce fait, des amortissements massifs n'ont pu manquer d'être prévus dans le marché de 1936.

Le Rapporteur résume son opinion : Il considère que les arguments développés il y a huit jours devant la Commission restent valables et il reprend la proposition d'émettre un avis défavorable.

Le Représentant de la S.N.C.F. voudrait d'abord rectifier un petit détail qui a son importance et qui, à la lecture du procès-verbal de la dernière séance, indique que le rapporteur aurait fait une légère confusion. Le Rapporteur paraît avoir cru que des négociations avaient eu lieu entre le Comité d'Organisation et la S.N.C.F.; cela n'est pas exact. Le Comité a été tenu au courant, mais pratiquement les négociations ont eu lieu entre le constructeur et la S.N.C.F. dans des conditions où elles auraient eu lieu si le Comité n'avait pas existé.

Au sujet du refus discourtois imputé au constructeur, il y a lieu, là aussi, de rectifier; c'est la S.N.C.F. qui a repris les négociations immédiatement; il ne paraissait pas utile de reporter à une date ultérieure l'examen de cette affaire qui présentait un réel caractère d'urgence. Une réponse importait à bref délai.

Au sujet du prix, il est tout-a-fait vraisemblable que les constructeurs n'aient pu véritablement faire mieux. Ils partent d'un prix antérieur et appliquent les variations des modifications dans les circonstances économiques. On a critiqué le fait d'avoir fait varier tous les facteurs, sans

laisser de partie fixe, mais un devis de 1936 peut-il vraiment conserver quelque chose de fixe en 1941 ?

M. BATICLE demande si on a inséré une clause de sauvegarde.

Le Représentant de la S.N.C.F. lui donne cette assurance. Une clause de sauvegarde est prévue pour tout ce qui n'est pas inclus dans la formule.

Continuant son exposé, le Représentant de la S.N.C.F. fait valoir que le Gouvernement a insisté auprès des constructeurs pour que soit amélioré un outillage qui était jusqu'ici passablement en retard. Or, le coefficient majoration de l'outillage est très supérieur à celui qui résulte des formules de variations. En outre, dans les circonstances actuelles, beaucoup de matériaux de remplacement interviennent qui créent des aléas nouveaux. Il paraît indiscutable que les industriels ont fait un effort et on peut considérer que les prix sont acceptables.

Le Président demande à quel moment les prix ont été établis.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique qu'ils l'ont été vers le mois de Janvier 1941.

Les 32 locomotives ont été commencées sur une simple lettre-commande, à la suite d'instruction du Secrétaire d'Etat aux Communications en août 1940. On a commencé à discuter le prix vers le début de l'année courante.

M. BATICLE souligne qu'il n'a pas l'assurance que certains liens n'existent pas entre les constructeurs signataires du marché et le Comité d'Organisation.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique les conditions dans lesquelles a été discuté le marché avec l'ALSTHOM, conditions qui paraissent exclure le rapprochement auquel fait allusion M. BATICLE.

Le Représentant de la S.N.C.F. déclare qu'il y a intérêt à ce que la partie du prix représentant les frais d'études soit élevée puisque ceux-ci ne sont pas justifiables d'une formule de variation et que c'est après défalcation faite de ces frais d'études que seront discutés les marchés ultérieurs.

.....

M. JULIEN demande à partir de quelle date le prix sera arrêté comme prix de base dans le marché.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait connaître qu'il s'agit du prix de Juin 1940.

M. JULIEN souligne qu'il y a donc lieu de prévoir une grosse augmentation et il attire l'attention sur le fait qu'on se trouvera en face de prix très différents.

Le Président résume le débat et met aux voix la proposition du Rapporteur qui conclut au rejet du dossier.

A la majorité des voix, la Commission émet un avis favorable.

2°- Serv. Matériel
9664

Acquisition de 143 tenders
(N°107) (97.194.600 frs)
Rapporteur M. BATICLE

M. BATICLE, Rapporteur, indique que cette commande est la conséquence de celle des 173 locomotives précédemment soumise à la Commission des Marchés.

Le Directeur du Comité d'Organisation a fourni au Rapporteur, en présence de l'Ingénieur en Chef du Service Technique de la Direction Générale des Transports, des renseignements sur l'intervention de cet organisme. C'est ainsi que l'on peut dire que la répartition qui a eu lieu entre un certain nombre de constructeurs ne paraît pas critiquable; elle résulte de la mission même confiée au Comité d'Organisation en vue de l'amélioration du rendement de l'industrie du matériel ferroviaire. Cette répartition n'est pas arbitraire, elle résulte de nombreuses discussions et même d'une véritable concurrence à l'intérieur du groupement des constructeurs. Le Rapporteur ajoute que le Comité d'Organisation, poursuivant son oeuvre, envisage même la disparition de certaines usines dont le rendement est défectueux. Sur ces points, le Rapporteur ne présente pas d'objection.

Dans le domaine des prix, l'intervention du

.....

Comité lui paraît un peu plus critiquable. Le Directeur discute avec la S.N.C.F. son prix moyen et il est responsable de l'acceptation de ce prix par les différents constructeurs.

Pour l'avenir, le Comité est disposé à envisager un contrôle des prix de revient par un haut fonctionnaire dûment accrédité de la S.N.C.F. qui aurait un pouvoir d'investigation.

Quoi qu'il en soit, il paraît indispensable, en vue du contrôle de la Commission des Marchés qui représente la puissance publique, que les modalités de l'intervention du Directeur du Comité d'Organisation soient connues de la Commission, en tant qu'elles ont une influence sur les prix.

En ce qui concerne le prix, il considère l'écart entre les conditions prévues et le prix résultant de la formule relativement élevé (3,85 %), mais, ici, la S.N.C.F. a pu, pour cette construction courante et bien connue d'elle, apprécier les motifs d'augmentation. De plus, cet écart porte sur des commandes plus divisées et l'écart admissible pour chaque commande est plus élevé que pour des commandes massives d'un seul constructeur.

Tout en faisant observer que le prix fixé met tous risques à la S.N.C.F. et tenant compte de l'examen du prix de revient, le Rapporteur propose l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

3°- Serv. Matériel
9656
(2ème présent.)

Fourniture de:
480 wagons couverts type KKuw
420 wagons tombereaux type TTuw
180 wagons réfrigérants
(N° 105) (158.034.000 frs).
Rapporteur M. ASSEMAT

M. ASSEMAT, Rapporteur, rappelle, que dans sa séance du 21 Juillet 1941, la Commission avait décidé de reporter à une séance ultérieure sa décision relative à un marché de 1080 wagons, en attendant la "production de justifications complémentaires en ce qui concerne les prix". Le Chef du Service Technique de la Direction Générale des Transports a, d'autre part, exprimé l'avis qu'il était opportun de reprendre de nouvelles négociations pour tenter d'aboutir à une réduction des prix.

.....

La S.N.C.F. avait calculé les prix de ces wagons à commander en partant des prix de véhicules analogues commandés en 1939 et en leur appliquant des majorations résultant de l'ajustement des cours, des modifications techniques adoptées et de l'accroissement des charges financières.

Les constructeurs demandaient des prix supérieurs de 9,3 à 9,5 % du montant ainsi calculé en invoquant la diminution du rendement de la main-d'oeuvre, la distribution irrégulière des matières premières, la hausse du prix des pièces sous-commandées par les constructeurs, etc...

Lors de la commande de 173 locomotives à vapeur qui a été soumise à la Commission, la S.N.C.F. avait admis des prix supérieurs à ceux résultant de hausses chiffrables. Il s'agissait d'une majoration de 6,7 % au lieu de 9,5 %, mais il faut tenir compte du fait que les constructeurs de wagons sont tributaires, dans une proportion plus forte que les constructeurs de locomotives, de nombreux sous-traitants.

La S.N.C.F. a donc demandé au Directeur du Comité MAT-FER des conditions plus favorables, mais elle s'est heurtée à un refus catégorique.

La Direction Générale des Transports a suggéré d'examiner s'il n'y avait pas lieu, dans ces conditions, d'ajourner simplement la commande de matériel. Mais la S.N.C.F. estime imprudent d'entrer dans cette voie: ce matériel est indispensable, cette commande est déjà inférieure au programme prévu et il paraît imprudent d'attendre des circonstances qui peuvent être plus difficiles encore. La S.N.C.F. soumet donc à nouveau à la Commission les commandes telles qu'elles lui avaient été présentées le 21 Juillet 1941.

A ce propos le Rapporteur est conduit à préciser le rôle de la Commission des Marchés.

Dans le présent dossier, il y a deux aspects de la question: l'un est spécial à l'affaire, il concerne le prix et les observations du Service Technique des Transports, l'autre concerne la question plus générale de la méthode de discussion des prix avec le Comité d'Organisation. Sur ce dernier point, la Commission des Marchés n'a pas à donner d'avis; elle ne peut qu'attirer l'attention des pouvoirs publics - et c'est précisément ce qu'elle a déjà fait - sur certaines conséquences

des méthodes actuelles. Le Rapporteur précise d'ailleurs que les inconvénients de ces méthodes qu'on croirait devoir signaler, apparaissent beaucoup moins dans le dossier examiné aujourd'hui. Dans le cas présent, il est bon que le Comité d'Organisation ait discuté le prix et, à ce point de vue, la Commission des Marchés n'a rien à reprocher à la S.N.C.F.

Mais on se trouve ici devant un marché de gré à gré pour lequel la S.N.C.F., après discussion, n'a pu obtenir de réduction. Deux attitudes sont possibles: accepter les conditions proposées ou ne pas passer le marché. Mais le choix n'appartient pas à la Commission; celle-ci, compte tenu de la nécessité de passer un marché - doit dire si le contrat se présente normalement, dans le cadre des règlements en vigueur.

Il semble au Rapporteur que, dans le cas présent, la question appelle une réponse positive. En maintenant les observations générales qu'il a formulées lors de la première présentation du dossier (séance du 21 Juillet), M. ASSEMAT propose d'émettre un avis favorable, en laissant au Service Technique de la Direction Générale des Transports le soin de décider si - compte tenu du prix et de l'opportunité du marché - il convient, ou non, de l'autoriser.

Faisant part à la Commission de l'impression que lui laisse l'étude du dossier, le Rapporteur déclare que le prix lui paraît quelque peu élevé, sans être excessif. Les arguments invoqués pour justifier la hausse sont exacts dans leur principe, mais - comme le signale la S.N.C.F. - il s'agit d'éléments inchiffrables. On pourrait presque dire qu'il faudrait avoir des ateliers témoins pour se faire une idée tout-à-fait précise de leur valeur. Le Rapporteur se déclare d'ailleurs persuadé que tous les efforts nécessaires ont été faits par les services de la S.N.C.F.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

4° - A.G.C. RA 44
9682

Carbure de calcium (N° 2608)
(10.079.842 frs)

Rapporteur M. JEAUFFRE

M. JEAUFFRE, Rapporteur, fait connaître que sur les onze fournisseurs consultés, six ont remis des propositions et 4.832 tonnes ont pu être attri-

buées, sur le tonnage nécessaire pour assurer les besoins de la S.N.C.F., qui s'élèvent à 6.000 tonnes environ.

Les meilleurs prix offerts présentaient une hausse de 1,36 % sur ceux d'Octobre 1939, majorés des hausses réglementaires - des pourparlers ont eu lieu qui ont permis d'obtenir un abattement de 146.000 frs et de transformer la hausse en une diminution de 0,12 % sur les prix de 1939 régulièrement majorés.

A noter que 4 maisons se partagent la commande, mais que c'est le Comptoir Français de Carbone de Calcium qui obtient 85 % de la fourniture.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

5°- Installations
Fixes
Vt0116/9707

Commande de rails, d'éclisses
et de flasques (N°101)
(31.050.000 frs)
Rapporteur M. BESNARD

M. BESNARD, Rapporteur, signale qu'à la demande du Comité d'Organisation de la Sidérurgie, les commandes ont dû être signifiées dans un délai très court aux usines productrices avant la présentation du dossier à la Commission des Marchés et conformément à la procédure d'urgence, prévue en pareil cas.

Les autorités d'occupation ayant donné l'assurance que les usines St Jacques d'Hayange pourraient laminier, pour la S.N.C.F., 10.000 tonnes de rails à valoir sur les contingents de Juillet, d'Août et de Septembre, il a paru nécessaire de passer, sans délai, les commandes pour arriver au total que l'autorité allemande promettait de livrer.

Le Rapporteur indique que le prix de base est fixé par arrêté ministériel du 1^{er} Décembre 1940 pour les rails livrés après cette date. Sur sa proposition, la Commission émet un avis favorable.

6°- Serv. Matériel
9705

Etude et fourniture d'un groupe mobile
4.000 Kw. sur wagons et pièces de re-
change (N°108) (4.150.200 frs)
Rapporteur M. MARTIN

M. MARTIN, Rapporteur, fait connaître, qu'en vue de l'électrification de la ligne de Paris à Lyon,

.....

la S.N.C.F. a reçu de la Direction Générale des Transports l'autorisation de faire construire, à titre d'essai, un groupe mobile de 4.000 Kw. Il s'agit d'un groupe transformateur- redresseur à vapeur de mercure monté sur wagon et d'une puissance non encore atteinte dans les installations de traction existantes. Ce groupe sera expérimenté sur les lignes de l'ancien réseau du midi et servira ensuite de groupe mobile de secours, sur la ligne de Paris à Lyon, où une série de groupes semblables doivent être employés.

Il s'agit d'un prototype et le Rapporteur ne fait pas d'objection à une commande de gré à gré passée à la Cie ELECTRO-MECANIQUE qui est la mieux placée, en raison de ses études et réalisations antérieures, pour réussir cette fabrication.

En ce qui concerne le prix, on s'est reporté à un marché de Septembre 1938 et on a retenu, de ce précédent marché, les éléments qui se retrouvent dans le dossier actuel, puis on a appliqué le coefficient de majoration de 29 % résultant des variations des conditions économiques jusqu'à Mars 1941. Enfin la S.N.C.F. s'est reportée à tous les renseignements qui étaient à sa disposition pour tenir compte de la différence de puissance entre les groupes commandés en 1938 et en 1941. On peut dire que la méthode employée tire le meilleur parti, dans cette évaluation, des renseignements que possédait la S.N.C.F. Il en résulte que le prix du marché paraît acceptable si l'on suppose une hausse de 29 %, entre Février 1938 et Mars 1941. Cette hausse paraît d'ailleurs admissible, bien que le dossier ne donne pas à ce sujet de justifications très précises.

Après avoir donné à la Commission des renseignements détaillés sur les éléments du dossier, le Rapporteur estime que le projet peut être approuvé. Il désirerait cependant recevoir l'assurance que cette commande d'essai, passée de gré à gré à la Cie Electro-Mécanique, n'obligera pas, pour l'avenir la S.N.C.F. à s'adresser à ce seul fournisseur. Il faudrait qu'il fût entendu que le Chemin de fer pourra utiliser les études auxquelles il sera procédé et recourir ultérieurement à la concurrence.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que le modèle de groupe en question est naturellement propriété du fournisseur, mais que rien ne lie la S.N.C.F. qui pourra s'adresser à tout autre constructeur pour obtenir dans l'avenir, par des améliorations techniques, des solutions encore mieux en

rapport sur le but poursuivi.

Prenant acte de cette déclaration, le Rapporteur propose l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

- | | | |
|-----------------------------------|---|----------------|
| 7°- A.C.M. 136 Ach
9693 | Achat de combustibles belges en Juin 1941
25.000 T. de criblés gras et 25.000 T. de
menus (N°110) (17.844.000 frs)
Rapporteur M. BESNARD | AVIS FAVORABLE |
| 8°- Serv. Matériel
24.305/9644 | Réparation ou transformation de wagons
(N°109) (5.900.000 frs) | |
| 9°- -d°-
9646 | Réparation ou transformation de wagons
(N°110) (15.000.000 frs) | |
| 10°- -d°-
9648 | Réparation ou transformation de wagons
(N°111) (6.480.000 frs) | |
| 11°- -d°-
9652 | Réparation ou transformation de wagons
(N°112) (15.300.000 frs) | |
| 12°- -d°-
9650 | Réparation ou transformation de wagons
(N°113) (11.070.000 frs) | |
| 13°- -d°-
9654 | Réparation ou transformation de wagons
(N°114) (16.650.000 frs) | |

Rapporteur M. BATICLE

M. BATICLE, Rapporteur, signale que ces dossiers parvenus de la S.N.C.F. après les autres, exigeraient de sa part un supplément d'étude. Il demande si l'examen pourrait, sans inconvénient, en être reporté à la prochaine séance.

Le Représentant de la S.N.C.F. et les Membres de la Commission étant d'accord, il en est ainsi décidé.

La séance est levée à midi.

Le Secrétaire Adj^t de la Commission
(signé) ~~MOLINS~~
de Lavit

Pour le Président de la Commission
Le Conseiller d'Etat
(signé) ROUSSELLIER

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU LUNDI 25 AOUT 1941

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de
M. BATICLE, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, remplaçant
M. le Conseiller d'Etat Emile DURAND, absent excusé.

Sont présents:

MM. BAYON-TARGE	(
FAIVRE D'ARCIER	)	Membres de la Commission
JARDEL	(
JULIEN)	
CHENOT)	
MARTIN J.L.	(	Rapporteurs
MASSELIN)	

Assistent à la
séance:

MM. FAVIERE, Chef du Service Technique des
Transports, délégué du Directeur
Général des Transports.

Y. MARTIN, Inspecteur des Finances, représen-
tant le Chef de la Mission de
Contrôle Financier des Chemins de
Fer.

Les Représentants de la S.N.C.F.

Les Représentants de la Compagnie des Chemins
de Fer Départementaux.

Les Représentants de la S.T.C.R.P.

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission.

La Commission émet les avis suivants:

.....

S.N.C.F. Régions:

1°-	Serv. Matériel 24.305/9644	Réparation ou transformation de wagons (N°109) (5.900.000 frs)
2°-	-d°- 9646	Réparation ou transformation de wagons (N°110) (15.000.000 frs)
3°-	-d°- 9648	Réparation ou transformation de wagons (N°111) (6.480.000 frs)
4°-	-d°- 9652	Réparation ou transformation de wagons (N°112) (15.300.000 frs)
5°-	-d°- 9650	Réparation ou transformation de wagons (N°113) (11.070.000 frs)
6°-	-d°- 9654	Réparation ou transformation de wagons (N°114) (16.650.000 frs)

Rapporteur M. MARTIN

M. J.L. MARTIN, Rapporteur, expose qu'il s'agit de marchés de gré à gré faisant suite à des marchés d'avant-guerre qui sont passés respectivement avec la Société Lorraine DIETRICH & C^{ie}, les Ets CAREL FOUCHE & C^{ie}, les Ateliers de BRUZ & d'EPLUCHES et la Société de Construction et d'Entretien du Matériel Roulant.

Le Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce du Matériel de Transport Ferroviaire a demandé que de nouveaux prix fussent établis, moins en tenant compte des taux antérieurement pratiqués qui provenaient de nombreux réajustements de prix découlant les uns des autres, qu'en se basant sur les conditions économiques actuelles.

La S.N.C.F. a accepté et on ne peut que l'en approuver.

Diverses causes justifient en effet une majoration par rapport aux prix d'avant guerre:

- hausse des salaires et des charges sociales depuis la dernière révision de prix d'avant guerre.
- hausse sur les prix de matières diverses à la charge de l'industriel.
- révision de la composition de l'équipe type servant

.....

de base à la fixation de la part de main-d'oeuvre d'exécution entrant dans le prix horaire.

Le Rapporteur expose l'ensemble des conditions dans lesquelles se présentent ces marchés qui se réfèrent tous au Cahier des Clauses et Conditions Générales applicables aux marchés de Réparation ou de Transformation du Matériel moteur et du Matériel roulant; ce document prévoit que le marché fixera un prix horaire applicable aux temps fictifs, dits "temps alloués" qui résultent, pour chaque opération de réparation ou de transformation de wagons, de barèmes-temps en vigueur dans les propres ateliers de la S.N.C.F.

Le Rapporteur fournit des détails complémentaires sur certains points particuliers. C'est ainsi qu'il a demandé à la S.N.C.F. des éclaircissements sur les "dépendances complémentaires" qui entrent dans la décomposition du prix horaire, en sus des dépenses afférentes à la rémunération de la main-d'oeuvre d'exécution proprement dite.

La S.N.C.F. estime que, parmi ces dépenses complémentaires, le poste principal est celui des salaires des organes de direction (ingénieurs, chefs d'équipe, comptables, manoeuvres, chauffeurs de chaudières, gardiens, etc...). Dans ses propres ateliers elle évalue ce poste à 0,6 de la main-d'oeuvre directe; elle l'estime égale à 0,45 pour un atelier de wagons et 0,5 pour un atelier de voitures.

Certains industriels signalent que leur siège social dans une grande ville comporte des salaires en relation avec le coût de la vie dans cette ville. D'autre part, certaines usines, situées dans des régions où les salaires sont plus faibles, doivent faire venir les dirigeants des centres industriels plus éloignés. Dans ce cas, le poste "salaire et frais" doit être évalué à 0,45 et 0,6.

La S.N.C.F. admet que les matières de frais et fournitures représentent pour les industriels 1,65 de l'heure allouée pour les wagons et 1,85 de l'heure allouée pour les voitures.

Restent les charges financières qui sont variables selon le passé des entreprises, les assurances et impôts, les oeuvres sociales, le bénéfice et enfin les aléas d'exploitation dont le principal est le seuil de révision de 4 % en cas de hausse des salaires ou des charges.

.....

M. JULIEN demande s'il n'y aurait pas lieu d'éviter de s'adresser à des industriels qui ont des charges financières assez lourdes.

Le Rapporteur indique qu'il s'agit de constructeurs qui travaillent depuis longtemps pour les Chemins de fer, qui ont une grande pratique de ces travaux, et auxquels il est difficile de ne jamais avoir recours pour des réparations de matériel. En outre, on ne peut faire abstraction de la répartition décidée par le Comité d'Organisation.

Le Rapporteur estime que, dans l'ensemble, les conditions des marchés sont acceptables si l'on tient compte du fait que le marché 9650 est confié à des usines de Nanterre et comporte, par conséquent, des salaires plus élevés pour les ouvriers de la région parisienne.

Les majorations, par rapport aux prix d'avril 1936, s'échelonnent entre 85 et 116 %.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

7 - EST
9704

Travaux de manutention et de tri des marchandises G.V. à PARIS-PAJOL (N°2339) (4.686.800 frs).

Rapporteur M. FAIVRE D'ARCIER

M. FAIVRE D'ARCIER, Rapporteur, rappelle que la Commission s'est trouvée à plusieurs reprises devant des cas analogues. Il signale que le Ministre avait demandé qu'on lui en référât, avant de conclure ce genre de marchés, de façon à vérifier si les excédents de personnel de la S.N.C.F. étaient bien utilisés. Il se peut qu'aujourd'hui il n'y ait plus d'excédent d'effectif, mais on sait, par expérience, combien il est difficile de calculer les prix en cette matière et de conclure à un avantage très net en faveur de la cession à une entreprise.

Il résulte de plusieurs cas examinés qu'on peut parfois demeurer sceptique sur les économies qui résultent de ces traités passés avec l'industrie privée.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait connaître que l'Administration n'a pas été consultée, puisque la S.N.C.F. n'a pas actuellement d'excédent de personnel.

.....

Il ajoute que l'économie prévue (approximativement 850.000 frs par an) est assez importante pour que, même si l'évaluation était un peu trop optimiste, l'avantage doive rester à la gestion de ce service par l'industrie privée.

M. BATICLE demande à quoi tient cette différence.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que, dans ce genre de travail, le rendement des agents d'une société privée est meilleur.

Le Rapporteur ne s'oppose pas à l'approbation du marché devant les arguments présentés et les avantages financiers escomptés. Cependant, il désirerait que la S.N.C.F. s'engageât, dans la période actuelle, à demander au Ministre une autorisation générale, de façon que l'Administration ait connaissance de tous les éléments du problème.

Le Représentant de la S.N.C.F. donne son accord.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

8°- A.G.C. Njbis01
9731

Graines de colza (2612)
(2.520.000 frs)

Rapporteur M. FAIVRE D'ARCIER.

M. FAIVRE D'ARCIER, Rapporteur, indique à la Commission que la S.N.C.F. va passer avec divers agriculteurs des contrats de culture pour obtenir, lors de la saison prochaine, l'huile de colza qui peut remplacer, dans de bonnes conditions, les huiles de graissage d'origine minérale qui lui font défaut.

La S.N.C.F. a fait un effort de propagande important auprès des agriculteurs.

De grosses difficultés ont été rencontrées pour se procurer les graines qui doivent être semées cette année, avant le 15 Septembre. La S.N.C.F., après entente avec le Groupement d'Echange et de Répartition de Denrées Agricoles (G.E.R.D.A.), a pu se procurer 2.000 quintaux de graines d'origine allemande. Le prix de 1200 frs qui est facturé au contrat est nettement supérieur au prix maximum autorisé pour l'achat des graines de semence en France. Il a donc été convenu avec le Ministère de

L'Agriculture que la S.N.C.F. bénéficierait d'une ristourne de l'ordre de 300 frs le quintal, grâce à la Caisse de péréquation de l'Office des Changes. De cette sorte, la S.N.C.F. pourra revendre sans perte ses graines aux agriculteurs avec lesquels elle passera des contrats.

M. FAVIERE souligne que la S.N.C.F. n'a pas reçu la promesse que l'ensemble de la production d'huile de colza ainsi réalisée resterait à sa disposition.

Le Représentant de la S.N.C.F. donne des indications précises sur l'activité déployée par le chemin de fer dans ce domaine: propagande intensive et essais tentés, en particulier dans les départements de grande culture, en Seine-Inférieure, dans la Sarthe et en Limagne.

Il souligne qu'en face de la pénurie d'huile dont souffrent les Chemins de fer, la S.N.C.F. a voulu, à tout prix, réaliser ces contrats d'agriculture et que, dans le cas du marché présent, elle a seulement cherché à revendre sans perte les graines aux agriculteurs.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

90- A.G.C. YCal90
9716

Commande de câbles aluminium-acier
(2610) (6.305.950 frs).

Rapporteur M. CHENOT.

M. CHENOT, Rapporteur, n'a aucune objection à présenter au sujet de ce marché.

Il expose que la S.N.C.F. s'est mise en rapport avec le Centre de Distribution des demi-produits (fils, cuivre et aluminium), qui a réparti la commande entre trois fournisseurs: CHAUNY, JEUMONT et ELECTRO-CABLE.

Le dossier prévoit trois catégories de câbles selon la section demandée. Pour les deux premières catégories, le prix est identique à celui de deux commandes (Juillet 1941 et Avril 1941) qui ont fait l'objet d'avis favorables de la Commission des Marchés.

Pour la troisième catégorie, le prix est basé sur le cours de l'aluminium et paraît tout à fait

.....

acceptable.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

10°- SUD-EST V.2895 Construction des quais et des cours
9720 P.V. et G.V. de la gare de Marseille-
St-Charles (3999) (4.681.000 frs)
Rapporteur M. CHENOT.

M. CHENOT, Rapporteur, expose que 27 entrepreneurs ont été appelés, parmi lesquels 13 ont soumissionné.

L'offre la plus favorable émane de l'Entreprise HUGONNARD de Marseille, qui se charge des travaux pour la somme forfaitaire de 275.000 frs, moyennant une augmentation de 13 % sur les prix de la série spéciale.

Le Rapporteur indique que le rapprochement d'une partie des prix du présent marché (environ 50 %) avec ceux de la série 1929 sur lesquels de faibles rabais étaient obtenus en Juin 1936, fait ressortir une majoration d'environ 120 % (en tenant compte de l'augmentation des salaires du 1^{er} Juin 1941).

M. BATICLE souligne le mélange d'un prix forfaitaire et d'une série de prix; il en déplore le principe, tout en concédant que le prix forfaitaire est très faible dans la circonstance.

Le Rapporteur constate que la concurrence a régulièrement joué et il propose l'approbation du marché pour lequel, en raison de l'urgence des travaux, l'ordre d'exécution vient d'ailleurs d'être donné.

La Commission émet un avis favorable.

11°-INST. FIXES Fourniture de camions
T 0120 & T 0121 (103) (3.258.800 frs)
9723 Rapporteur M. MASSELIN

M. MASSELIN, Rapporteur, fait connaître qu'il s'agit de véhicules destinés au transport du personnel d'entretien et de surveillance des lignes coordonnées et secondaires.

La S.N.C.F. soumet en conséquence à la Commission un marché concernant l'acquisition de 30 camions de 3 tonnes 1/2 équipés de gazogènes à charbon de

.....

bois en conformité de la politique adoptée par la S.N.C.F. en matière de carburant. Le charbon de bois nécessaire proviendra de la carbonisation de vieilles traverses de la voie.

L'appel d'offres a été lancé le 2 avril dernier. La Société Anonyme des Usines RENAULT a fait les propositions les plus favorables, au prix unitaire de 109.500 frs.

La Société CITROEN n'a pas soumissionné; elle a fait cependant une offre, pour des camions semblables à ceux demandés, mais ne comportant pas les aménagements spéciaux prévus au Cahier des Charges et livrés sans bâche, au prix de 108.190 frs.

La comparaison des deux prix est difficile. D'une part, en effet, la Maison RENAULT fournit des camions bâchés, comportant les aménagements spéciaux demandés par la S.N.C.F. (banquettes relevables, portières, etc..), alors que la fourniture CITROEN porte sur des véhicules de série non bâchés.

D'autre part, les prix RENAULT sont établis au 15 avril 1941, alors que les prix CITROEN révisés le 1^{er} août 1941 tiennent compte de la hausse homologuée par le décret du 20 mai 1941.

Par rapport au prix d'une commande semblable passée en septembre 1940, les prix actuellement demandés font ressortir des hausses s'élevant respectivement à 8 % pour les camions CITROEN et 9,5 % pour les camions RENAULT.

Dans les deux cas, les prix stipulés sont révisables en fonction des hausses homologuées entre la remise de l'offre et la date d'achèvement de la fabrication.

Si le prix seul avait été la cause déterminante du choix, il semble que la fourniture aurait dû être confiée en totalité à la maison RENAULT. Mais la S.N.C.F. a constaté que les autorités d'occupation délivraient très difficilement les licences d'achat pour des camions de cette firme.

Pour ce motif, la Société Nationale des Chemins de fer propose de répartir la fourniture à raison de:

- 20 camions à la Société CITROEN au prix de 108.190 f.
- 10 camions à la Société RENAULT au prix de 109.500 f.

Sur ces bases le marché atteint au total

.....

3.258.800 frs.

M. BATICLE demande si le Comité d'Organisation est intervenu dans cette affaire.

/Chemins de fer

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que le Comité d'Organisation n'a fait que répartir la production et que les s'efforcent d'obtenir des fournisseurs le prix le meilleur.

M. BATICLE approuve cette méthode qu'il souhaite voir mise en pratique par tous les Comités d'Organisation.

En tenant compte des considérations invoquées, le Rapporteur propose l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

12°-OUEST MTO/MZ 7102 1^{er} AVENANT aux contrats n° 5996
9631 du 27 Mars 1931 et 5718A du 22 Février 1935 pour la fourniture de l'énergie électrique en HT et BT par le secteur Nord-Lumière aux gares des départements de Seine-&-Oise et de l'Oise.
(2920) (1.175.790 frs).

Rapporteur M. BESNARD

M. BESNARD, Rapporteur, indique que cet avenant a pour but une réduction de prix du courant obtenue en exécution des décrets-lois de 1935 et de la Circulaire ministérielle du 12 octobre 1936 prévoyant des abaissements de prix en général et pour les services publics en particulier.

Le bénéfice de la réduction remontera, d'un commun accord, entre "Nord-Lumière", et la Région Ouest, au 1^{er} Janvier 1937.

Les négociations engagées aboutissent ainsi à un résultat très satisfaisant.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

.....

13°- Serv. Reconstruction
tion 9719

Reconstruction du souterrain
d'Armentières situé au P.K. 54.512
de la ligne de Paris à Strasbourg
par Epernay.
(N°102) (2.600.000 frs)
Rapporteur M. BESNARD

M. BESNARD, Rapporteur, expose que ce marché
de reconstruction passé de gré à gré avec une en-
treprise comporte:

- une série de prix "Reconstruction" (maçonnerie)
 - une série de prix spéciale.
- et, à concurrence de 85.000 frs, des travaux en
régie.

Les prix paraissent acceptables au Rappor-
teur. La majoration, pour la 1^{ère} série, ressort
à 112 % par rapport à mai 1936. Elle est exac-
tement la même que pour le souterrain de Baudon-
villiers, dont la Commission des Marchés a
approuvé le 28 Juillet dernier le marché de
reconstruction.

Une seule observation de principe à propos
des travaux en régie: La S.N.C.F. rembourse les
charges patronales (23 %) sur justifications -
ce qui est normal - et y ajoute 19 % (soit 46,37 %)
au total) pour frais généraux et bénéfices.
Est-il, encore que cela soit de bonne comptabili-
té, indispensable d'accorder 5 ou 6 % de béné-
fices, soit 5.000 frs. environ, sur des travaux
en régie, à un Entrepreneur qui, sur les mêmes
lieux, exécute pour 2 millions 1/2 de travaux de
gré à gré et doit bien y trouver un bénéfice
substantiel?

Le Rapporteur estime que, dans des cas sem-
blables, la S.N.C.F. pourrait essayer d'obtenir
des entreprises qu'elles renoncent à tout béné-
fice contractuel dans des travaux en régie accolés
à un important marché.

Sous le bénéfice de cette remarque, le
Rapporteur estime que le projet peut être approuvé
et la Commission émet un avis favorable.

.....

14°- SUD-EST V.2894
9703

Renouvellement de voie et de ballast
entre les kil. 0,772 et 20,400 de la
ligne de Mâcon à Bourg
(N° 3998) (2.768.100 frs)
Rapporteur M. BESNARD

M. BESNARD, Rapporteur, fait connaître que l'appel d'offres a été lancé le 24 mai 1941 à 19 fournisseurs pour une adjudication qui a eu lieu le 7 Juin. La majorité des fournisseurs consultés n'a pas répondu. Ce délai de deux semaines est peut-être un peu court.

La S.N.C.F. propose de traiter avec le mieux-disant, qui a demandé 16 % et 18 % respectivement de majoration sur les prix des séries V.B. 1939 et Bâtiments 1940.

Le Rapporteur ne formule pas d'observation sur ce point. Toutefois, la clause de révision des prix risque, d'après lui, d'être défavorable dans son application. Elle comporte un seuil de révision de 2 % et une formule à 3 paramètres: salaires, acier, essence.

Or, le paramètre "salaires" est basé sur le salaire arbitral de 1939, alors que la loi a imposé des hausses de salaires à dater du 1^{er} Juin 1941. Du fait qu'il n'est pas tenu compte, dans la détermination de S, de ces augmentations, qui représenteront vraisemblablement 10 % des salaires, donc 5 à 6 % du prix de revient global (frais généraux exclus), le marché avant même d'être approuvé, est d'ores et déjà révisable, l'incidence de cette hausse des salaires dépassant le minimum prévu pour la révision (2 %).

Ceci serait sans inconvénient si l'on était sûr qu'il n'y eût pas, dans les prochains mois, c'est-à-dire pendant la durée des travaux, de hausse sur les aciers ou sur l'essence. Si, au contraire, il y a hausse sur l'une ou l'autre de ces matières, cette hausse s'ajoutera à celle des salaires alors qu'à salaire réel et maintenu il eût fallu, pour faire jouer le "seuil", 11 % d'augmentation des aciers ou 17 % d'augmentation de l'essence.

En bref, le seuil de révision étant déjà atteint faute d'avoir inscrit les salaires pour leur valeur actuelle, les facteurs futurs de hausse joueront à plein pour les matières premières.

Le Rapporteur demande à la S.N.C.F. s'il ne serait pas possible de retirer le marché et de revoir les fournisseurs pour modifier la base des salaires en y incorporant la hausse du 1er Juin.

Le Représentant de la S.N.C.F. répond que cela ne lui paraît pas possible, d'une part, parce que ces hausses de salaires ne sont pas encore fixées, et d'autre part, parce que les travaux sont en cours.

Le Rapporteur n'insiste pas et la Commission, sur sa proposition, émet un avis favorable.

DOSSIERS DE LA S.T.C.R.P.

15°- Serv. du Matériel & de la Traction 31 Rachat de 64 omnibus automobiles ex-T.C.R.P. réquisitionnés. (640.000 frs)
Rapporteur M. FAIVRE D'ARCIER.

M. FAIVRE D'ARCIER, Rapporteur, expose qu'il s'agit d'autobus considérés comme "butin de guerre" et appartenant aux autorités allemandes. Celles-ci ont entrepris la liquidation de ce matériel que la S.T.C.R.P. se propose de racheter.

La Société a examiné les conditions dans lesquelles ce matériel pourrait lui être cédé par l'organisme allemand "ZENTRA-KRAFT" qui, après de longues négociations, a accepté le prix de 10.000 frs par véhicule.

Le Rapporteur, après avoir donné des détails précis sur toutes les conditions dans lesquelles se présente ce marché, estime que les conditions sont acceptables.

Sur sa proposition, la Commission émet un avis favorable.

16°- Approvisionnements 30 Acquisition de 275 hectares environ de bois taillis faite au cours du 1er semestre 1941.
(N°30) (580.000 frs).
Rapporteur M. CHENOT

M. CHENOT, Rapporteur, indique qu'il s'agit de 8 marchés présentés par la Société S.T.C.R.P. pour l'exécution de son programme de fabrication de charbon de bois.

Ces marchés ne dépassent pas le prix de 25 frs le stère sur pied, alors que des prix atteignant le double de cette valeur sont très souvent

.....

pratiqués. Ils se présentent, soit sous forme "d'achats à l'unité" des produits façonnés" soit "d'achats à l'hectare" à un prix forfaitaire basé sur estimation de la quantité des produits.

Tous ces bois ont été visités sur place et leur exploitation pourra se faire dans des conditions satisfaisantes.

Pour les coupes achetées à l'hectare, il y a lieu de penser que le rendement sera sensiblement supérieur aux chiffres qui ont servi de base pour une détermination du prix d'achat. Ces prix sont à peu près les mêmes que ceux qui ont été payés lors des marchés antérieurs ayant fait l'objet d'avis favorables de la Commission des Marchés, bien que l'abondance des demandes ait entraîné une hausse assez importante de la valeur marchande de ces bois.

Le Rapporteur, qui fait un rapprochement avec les dossiers antérieurement approuvés, estime que ces marchés se présentent dans des conditions régulières. Sur sa proposition, la Commission émet un avis favorable.

DOSSIER DE LA COMPAGNIE DE CHEMINS DE
FER DEPARTEMENTAUX

17°- Réseau du
VIVARAIS.

Construction d'un atelier au Dépôt
du Cheylard (Ardèche) (96.000 frs)
Rapporteur M. MASSELIN

M. MASSELIN, Rapporteur, présente le premier dossier soumis à la Commission des Marchés par la Compagnie des Chemins de Fer Départementaux.

Il s'agit de la construction d'un atelier de réparations d'automotrices au dépôt du Cheylard (Réseau du Vivarais).

Le marché prévoit, en outre, la construction d'une fosse de visite, la recoupe de l'ancienne chaudronnerie, la démolition du parc à charbon, le déplacement et l'allongement du chemin de roulement d'un pont.

Six entrepreneurs ont été convoqués à l'adjudication; trois n'ont pas présenté de soumission, deux ont présenté des demandes d'augmentation sur devis atteignant respectivement 8 et 9 p. 100; seule l'entreprise Vve CHARRE & Fils du Cheylard

.....

a consenti un rabais de 0,25 %.

La Compagnie des Chemins de Fer départementaux a traité en conséquence, avec cette entreprise dont les conditions étaient les plus favorables.

Le marché, sur la base des prix stipulés au bordereau inscrit à l'article 8 de la convention et compte tenu du rabais de 0,25 % offert par l'adjudicataire, représente environ 96.000 frs.

Un article du contrat règle le cas des fournitures ou travaux non prévus au bordereau et que la Compagnie reconnaîtrait devoir être exécutés en régie. Ces prestations seraient remboursées sur la base des débours justifiés par l'entrepreneur, affectés d'une majoration pour frais généraux, avances de fonds, bénéfice et frais divers de 30 % sur la main-d'oeuvre et de 10 % sur le prix de revient des fournitures à pied d'oeuvre. Une disposition du marché prévoit que celui-ci sera exécuté conformément aux clauses et conditions générales, abstraction faite de l'article 33 relatif aux variations dans les prix; la convention ne comporte donc pas de clause de révision.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à midi,

Pour le Conseiller d'Etat
Président de la Commission

(signé) BATICLE

Le Secrétaire Adj^t de la Commission

(signé) de LAVIT

ADDITIF

au PROCES-VERBAL de la séance du 25 AOUT 1941

Page 1 - A la liste des présents à ladite séance, il convient d'ajouter M. l'Inspecteur Général NAUD.

Page 5 - 5ème alinéa.-

Au lieu de : "Le Représentant de la S.N.C.F. donne son accord", lire :

"Le Représentant de la S.N.C.F. rappelle que la décision ministérielle du 19 Mars 1940 a dispensé la S.N.C.F., pendant la durée des hostilités, de soumettre, pour autorisation préalable, les traités relatifs à l'exécution de certains services par des entreprises privées sous la réserve que, pour chaque traité, une note en justifiant l'économie serait fournie au Représentant du Directeur Général des Transports à la Commission des Marchés. Il est entendu que cette note sera régulièrement adressée avant la séance à M. FAVIERE."

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 1^{ER} SEPTEMBRE 1941

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. le Conseiller d'Etat ROUSSELLIER remplaçant M. le Conseiller d'Etat E. DURAND.

Sont présents:

MM. BATICLE)	
NAUD	(	Membres de la
JULIEN	)	Commission
FAIVRE D'ARCIER	(
SIEGFRIED	)	Rapporteurs
BESNARD	(

Assistent à la
séance :

MM. FAVIERE, Chef du Service Technique
des Transports, délégué du
Directeur Général des Transports

Y. MARTIN, Inspecteur des Finances
représentant le Chef de la
Mission de Contrôle Financier
des Chemins de Fer.

Les Représentants de la S.N.C.F.

Le Représentant de la S.T.C.R.P.

M. MOLINS, Secrétaire de la Commission.

La Commission émet les avis suivants:

.....

Avant de passer à l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour, le Président donne la parole à M. OLIVIER qui a exprimé le désir de mettre au point une déclaration figurant au procès-verbal de la séance du 25 août.

M. OLIVIER rappelle, qu'au cours de l'examen du dossier relatif aux travaux de manutention et de tri des marchandises G.V. à Paris-Pajol (n° 7 de l'ordre du jour), M. FAIVRE D'ARCIER, Rapporteur, demandait que, dans la période actuelle, la S.N.C.F. soumette au Ministre, pour autorisation préalable, les traités comportant exécution de certains services par des entreprises privées.

Il est dit dans le procès-verbal de la séance que le Représentant de la S.N.C.F. est d'accord. Or, M. OLIVIER fait remarquer que cette question a déjà été réglée par la Dépêche ministérielle du 19 Mars 1940 qui spécifie que, pendant la durée des hostilités, la S.N.C.F. est dispensée de soumettre au Ministre, pour autorisation préalable, les traités dont il s'agit, sous la réserve, ajoute la dépêche ministérielle, que la S.N.C.F. fournira au Représentant du Directeur Général des Transports à la Commission des Marchés, une note justifiant l'économie de chaque contrat.

M. OLIVIER précise qu'il a voulu donner son accord pour que cette note justificative soit régulièrement adressée avant la séance à M. FAVIERE.

Il est entendu que cette mise au point fera l'objet d'un additif au procès-verbal de la séance du 25 Août.

D'autre part, M. le Président fait connaître que M. NAUD n'a pas été porté sur la liste des Membres présents à la séance du 25 Août. Il est entendu qu'un additif réparera cette omission.

La Commission passe à l'examen des marchés figurant à l'ordre du jour.

.....

DOSSIERS DE LA S.N.C.F.

OUEST V.B.O. 344
9728

Avenant.- NANTES.- Traversée de la ville.
Construction des culées et ouvrages accés-
soires à établir sur le canal de l'Erdre
en vue du déplacement de la ligne princi-
pale dans la traversée de la ville.
(N° 2921) (1.167.083 frs - 3ème avenant).
Rapporteur M. JULIEN.

Le Rapporteur fait connaître que le marché
relatif aux travaux de la traversée de la ville de
Nantes date de 1934. Il a déjà donné lieu à deux
avenants et celui qui est soumis aujourd'hui à la
Commission règle définitivement la situation, puisque
les travaux sont terminés depuis le 25 Avril 1939.

M. JULIEN précise que les calculs, qui ont
conduit à admettre une majoration de 87,93 % à
partir du 1^{er} Septembre 1937, sont corrects, et que
cette majoration n'a rien d'exagéré pour des travaux
exécutés fin 1937 - 1938 et début de 1939.

Il propose, en conséquence, l'approbation de
l'avenant et la Commission émet un avis favorable.

2°- NORD 2244 V
9729

Gare de Bully-Grenay - Allongement des
garages - Suppression du P.N. N° 94 -
Travaux de voie, d'appareils de voie,
de ballast, terrassements, etc...
(N° 3303) (3.080.000 frs).
Rapporteur M. SIEGFRIED.

Le Rapporteur indique qu'il s'agit d'un marché
de gré à gré passé avec l'Entreprise DEHE, spécia-
lement choisie parce qu'elle possédait sur place,
en zone interdite, les cadres nécessaires.

Le marché comprend des travaux de terrassements
sur série de prix spéciale et des travaux de voie
sur série V.B. de 1939 avec majoration de 39 %.
Cette majoration est élevée et ne se justifie que
par les conditions spéciales d'exécution.

Le Rapporteur ajoute que le marché comporte
une clause de révision des prix d'après une formule
qui laisse une part fixe de 15 %; la réduction ne
jouera qu'en cas de variation de plus de 2 %.

Sur sa proposition, la Commission approuve
le marché.

.....

- 3°- A.C.M. 137 Ach. 9711 Approvisionnement en combustibles de la S.N.C.F. pendant les hostilités. (Régularisation des fournitures de combustibles français et de briquettes des Usines du Littoral pendant le 1^{er} trimestre 1941) (N°111) (415.202.089 frs).
- 4°- A.C.M. 138 Ach. 9725 Achat de combustibles belges en juillet et août 1941 (criblés et menus) (N°112) (34.606.622 frs).

Rapporteur M. SIEGFRIED.

Après l'exposé du Rapporteur, M. BATICLE fait remarquer que, pour ce qui concerne les combustibles français, le dossier qui est présenté aujourd'hui à la Commission est relatif aux fournitures faites pendant le 1^{er} trimestre 1941, et il s'étonne que les fournitures du 2^{ème} trimestre n'aient pas encore été soumises.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait connaître qu'en ce qui concerne le 2^{ème} trimestre, les dossiers seront présentés incessamment pour régularisation.

Il signale, au surplus, que des négociations sont actuellement en cours pour un aménagement des prix. Les propositions auxquelles donneront lieu ces négociations seront soumises sans délai à la Commission.

M. le Président demande que, pour les combustibles français, on s'efforce de rattraper le plus possible le retard.

La Commission, sur la proposition du Rapporteur, approuve les deux marchés.

- 5°- SUD-OUEST 192 9712 Manutention des Messageries "Arrivée" en gare de Paris-Austerlitz (N° 3106) (4.700.000 frs).

Rapporteur M. BESNARD.

Le Rapporteur expose que le traité qui avait été passé pour un an entre la Région Sud-Ouest et la Société de Manutention du Midi pour la manutention des messageries "arrivée" à Paris-Austerlitz expirant le 22 Septembre prochain, la S.N.C.F. à

fait un appel à la concurrence auquel ont participé sept entreprises; les offres les plus avantageuses ayant été faites par l'Entreprise Ferroviaire, le traité qui est soumis aujourd'hui à la Commission serait conclu avec cette dernière.

L'ancien traité était passé au prix de 18^f,25 la tonne; le prix du nouveau traité est de 20^f,20 la tonne, il est plus avantageux que l'ancien, car pour tenir compte de l'application des lois sociales récentes, le prix de l'ancien traité devrait être porté actuellement à 21^f,36.

M. BESNARD indique que, d'après les évaluations faites par les services de la S.N.C.F., si cette société exécutait elle-même les travaux en question la dépense atteindrait 5.590.000 frs en employant du personnel auxiliaire et 6.035.000 frs en employant des agents du cadre permanent. La somme que la S.N.C.F. devra payer à l'Entreprise Ferroviaire étant de 4.710.000 frs, il en résultera donc une économie d'un million par an au minimum.

M. BESNARD veut bien admettre ces chiffres, mais il se demande si cette évaluation n'est pas fondée sur un effectif de personnel hypothétique; il ne croit pas, en particulier, que le rendement d'auxiliaires de la S.N.C.F., s'ils sont bien encadrés et si les méthodes sont bonnes, soit nécessairement moindre que celui d'employés d'une entreprise privée.

M. FAIVRE D'ARCIER demande si une vérification ne pourrait pas être faite à posteriori permettant d'établir une comparaison entre les dépenses, lorsque les travaux sont exécutés par la S.N.C.F. avec du personnel auxiliaire et lorsque les opérations sont confiées à une entreprise privée.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait remarquer que dans la période actuelle, en raison des brusques fluctuations que subit le trafic, une telle comparaison n'est guère possible, alors qu'il serait relativement aisé de l'établir en période normale.

M. FAVIERE estime que, d'une façon générale, l'exécution des travaux de ce genre par l'entreprise privée procure une économie à la S.N.C.F.

Répondant à M. ROUSSELLIER, Président, M. BESNARD précise que le présent traité serait conclu pour un an à partir du 23 Septembre 1941, avec faculté de résiliation à toute époque, sur simple préavis d'un mois.

.....

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

6°- SUD-OUEST 1273
9706

Fourniture de moteurs et accessoires pour la substitution de moteurs M1 aux moteurs DK 80 sur 8 locomotives 4500 (N° 3105) (7.052.000 frs).

Rapporteur M. BESNARD.

Le Rapporteur fait connaître que la S.N.C.F. se propose de passer cette commande de gré à gré à la Société ALSTHOM qui a déjà fourni tous les moteurs de traction du type M1 qui équipent une grande partie du parc de l'ancien Réseau du Midi. Elle estime qu'il y a un intérêt certain à ce que les nouveaux moteurs commandés soient rigoureusement identiques à ceux déjà en usage.

Le Rapporteur signale qu'on s'achemine ainsi vers un monopole de fait de l'ALSTHOM.

M. BATICLE observe que la S.N.C.F. pourrait procéder autrement puisqu'elle est propriétaire des plans.

Le Représentant de la S.N.C.F. déclare que, si le constructeur faisait des propositions abusives, la S.N.C.F. userait du droit que lui donne la propriété des plans pour appeler d'autres constructeurs, mais, dans le marché actuel, les propositions de la Société ALSTHOM sont tout à fait raisonnables.

Le Rapporteur précise que les variations enregistrées dans les éléments du prix marquent en effet une hausse de 22,6 % alors que le prix prévu au marché ne dépasse que de 20,1 % celui de 1938-1939. Il propose, en conséquence, l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

7°- A.G.C. 9709
(Subdivision AcV)

Fourniture d'appareils de voie en rails 46 kgs Standard S 33 type "Guerre" et type "3ème catégorie" (N° 2611) (39.436.245 frs)

Rapporteur M. BESNARD.

AVIS FAVORABLE

.....

8°- Service de la
Reconstruction
9735

Reconstruction du Viaduc de Poix
situé au P.K. 31.116 de la ligne
d'Amiens à Rouen (N° 104)
(3.450.000 frs).

Rapporteur M. SIEGFRIED.

Le Rapporteur indique qu'il s'agit d'un marché de gré à gré passé par le Service de la Reconstruction avec l'Entreprise COIGNET, qui disposait du personnel et du matériel nécessaires.

Le marché est passé sur série de prix comportant:

- des travaux sur série de prix Reconstruction	2.204.000 frs
et travaux sur série de prix spéciale.....	800.000 frs
remboursement des dépenses diverses	140.000 frs

Les travaux sur série de prix reconstruction font ressortir des majorations de 19,5 et 20 % sur cette série, ce qui correspond à une augmentation de 124 % sur des prix analogues de Mai 1936. La S.N.C.F. justifie cette augmentation en rappelant les difficultés rencontrées dans les travaux exécutés à 35 m. de hauteur et en arguant de l'exiguïté du chantier.

Les travaux sur série de prix spéciale, représentant une plus-value de 25 % du total, sont également assez élevés, mais paraissent acceptables.

Dans l'ensemble, déclare M. SIEGFRIED, les conditions du marché sont parmi les plus élevées qui aient été soumises à la Commission par le Service de la Reconstruction. Il s'agit, en fait, d'une approbation pour régularisation de travaux exécutés au cours de l'hiver dans des conditions assez difficiles (difficultés particulières d'accès et d'approche des matériaux depuis la gare de Poix).

M. SIEGFRIED observe que la passation de marchés de régularisation, après examen des relevés de dépenses réelles, fait toutefois penser qu'il serait peut-être plus logique que le Service de la Reconstruction passe ses marchés plus tôt et les présente dans la forme de marchés sur dépenses contrôlées.

.....

M. JULIEN fait des réserves sur les difficultés invoquées pour expliquer l'augmentation de 124 % car, contrairement à ce qui est dit dans le rapport, l'accès au viaduc est très facile par une excellente route nationale.

M. BATICLE estime qu'il serait intéressant de connaître quelles sont les majorations par rapport aux dépenses réellement effectuées.

M. NAUD, après avoir demandé des précisions sur le pourcentage d'augmentation par rapport aux dépenses contrôlées, constate qu'on arrive à une majoration de 66/67 %, alors que pour les marchés des Ponts et Chaussées on n'admet que 53 % au maximum.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait remarquer qu'une comparaison ne peut être établie avec les marchés des Ponts et Chaussées car, dans le marché en discussion, les majorations comprennent les frais de direction locale et de location de matériel.

M. FAVIERE ne serait pas surpris que ces marchés du Service de la Reconstruction fussent un peu plus onéreux que ceux des Ponts et Chaussées, étant donné que la S.N.C.F., conformément aux instructions ministérielles, devait exécuter les travaux dans les moindres délais.

M. NAUD observe que cette question de rapidité se pose également pour les marchés des Ponts et Chaussées.

M. ROUSSELLIER, Président, estime que les marchés de ce genre doivent être surveillés de très près par la S.N.C.F.; un contrôle efficace doit porter sur les dépenses et, comme l'a indiqué M. BATICLE, les Ingénieurs peuvent, par la voie d'ordres de service, intervenir dans l'organisation même des chantiers pour éviter les dépenses inutiles.

M. BATICLE voudrait que, pour ces marchés on comparât le prix obtenu par la S.N.C.F. à celui qui serait résulté de l'application des règles du Secrétariat d'Etat aux Communications relatives aux travaux rémunérés sur la base des dépenses contrôlées.

M. OLIVIER se déclare d'accord pour la présentation à venir des marchés de cette nature.

Le Représentant de la S.N.C.F. précise, en terminant, que sur la série A "Reconstruction" l'augmentation n'est en réalité que de 113 %.

La Commission, sur la proposition du Rapporteur, approuve le marché.

DOSSIER DE LA S.T.C.R.P.

- Direction des
Approvisionnements

Fourniture de Lubrifiants au cours
du mois d'Août 1941 (N° 32)
(647.522 frs).

Rapporteur M. SIEGFRIED.

AVIS FAVORABLE.

Avant de lever la séance, M. NAUD constate que toutes les affaires soumises à la séance de ce jour, sauf trois ou quatre, notamment celles rapportées par M. BESNARD, sont des marchés de régularisation, et il estime que la Commission pourrait exprimer le désir que ces marchés lui soient présentés plus tôt.

M. BATICLE appuie cette observation.

M. SIEGFRIED souligne que la question est d'autant plus importante que, pour certains marchés, la S.N.C.F. paie des acomptes alors que les marchés ne sont pas signés.

M. ROUSSELLIER, Président, signale qu'on n'a même pas, pour ces marchés, la garantie de l'examen par le Conseil d'Administration puisque l'exécution des travaux commence avant que les marchés soient soumis à ce Conseil.

En définitive, la Commission émet le vœu que la procédure exceptionnelle, consistant à présenter des marchés pour régularisation, soit

.....

limitée, en principe, à certains marchés de Recons-
truction et à ceux dont l'urgence est telle qu'on
ne peut les présenter plus tôt.

La séance est levée à 11 heures 30.

Pour le Président de la Commission
Le Conseiller d'Etat,

(signé) ROUSSELLIER

Le Secrétaire de la Commission,

(signé) MOLINS

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 8 Septembre 1941

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de
M. le Conseiller d'Etat ROUSSELLIER remplaçant M. le Conseiller
d'Etat E. DURAND.

Sont présents:

MM. ASSEMAT)	
JULIEN	(	Membres de la
FAIVRE D'ARCIER	)	Commission
CHENOT		Rapporteur

Assistent à la
séance :

M. MARTIN, Inspecteur des Finances, repré-
sentant le Chef de la Mission de
Contrôle Financier des Chemins
de Fer.

Les Représentants de la S.N.C.F.

Le Représentant de la S.N.C.F.

M. MOLINS, Secrétaire de la Commission.

La Commission émet les avis suivants:

DOSSIERS DE LA S.N.C.F.

1°- EST 13/9667 Ligne de Paris à Strasbourg - Gare de
Châlons-sur-Marne - Travaux de terrasse-
ments du raccordement direct de la nou-
velle plateforme du triage et des voies
dites de "Fagnières" (N° 2340)
(9.524.130 frs).

Rapporteur M. JULIEN

Le Rapporteur fait connaître que ce marché, qui a
été passé de gré à gré avec l'Entreprise DUMEZ, fait

.....

suite à un autre marché conclu avec la même entreprise pour une première tranche de travaux, laquelle n'a pas été soumise à la Commission parce qu'elle était inférieure à 2 millions. Cette procédure qui est un peu anormale paraît cependant, dans les circonstances actuelles, admissible, en raison de la difficulté de trouver un entrepreneur qualifié susceptible de mener très rapidement les travaux, conformément aux directives du Secrétariat d'Etat aux Communications.

Répondant au Rapporteur, le Représentant de la S.N.C.F. précise que l'entreprise a dû obligatoirement employer des chômeurs (une cinquantaine) qui ont été recrutés au bureau départemental.

M. ASSEMAT estime qu'on peut admettre, dans ce cas, le marché de gré à gré, mais il doit être entendu que pour les autres travaux (travaux autres que terrassements), faisant partie du même programme d'ensemble, il sera procédé, comme on le fait habituellement, par adjudications.

Le Représentant de la S.N.C.F. est d'accord.

En ce qui concerne les conditions financières, M. JULIEN précise que l'entreprise, malgré l'augmentation des charges des salaires, a maintenu les prix faits dans le premier marché de Mars 1941, de sorte qu'en réalité les prix du présent marché sont inférieurs d'environ 12 % à ceux du précédent.

Le Rapporteur signale que, à l'article 4 du marché (révision des prix), une rectification sera, d'accord avec le Représentant de la S.N.C.F., apportée au paragraphe 5 du dit article: la valeur de S.O. (moyenne arithmétique des salaires horaires) n'est pas en effet de 6,45, mais de 7,35.

M. JULIEN note enfin que, par rapport aux prix de terrassements des travaux d'Ars-sur-Moselle exécutés en 1935, l'augmentation ressort à 132 %. Elle lui paraît acceptable et il propose l'approbation du marché.

La Commission émet un avis favorable.

.....

2°.- Serv. Central
des Inst. Fixes
E 0154 bis/9727

Fourniture de tabliers auxiliaires
(N° 105) (14.056.080 frs).

Rapporteur M. CHENOT.

Le Rapporteur expose que le montant total de cette fourniture dépasse 14 millions, mais trois commandes seulement faisant l'objet du présent marché sont soumises à la Commission parce que supérieures à 2 millions. Pour obtenir une livraison rapide, la S.N.C.F. s'est adressée à l'Union Métallurgiste du Rhône qui groupe les principaux constructeurs de la région lyonnaise et qui pouvait se procurer assez facilement les aciers nécessaires auprès des Forges de la Loire.

Les prix obtenus: 620 frs les 100 kgs pour les constructions soudées et 650 frs pour les constructions rivées paraissent acceptables.

La Commission, sur la proposition du Rapporteur, approuve le marché.

3°- A.G.C. D.A.9.
9737

Tôles chaudières (N° 2614) (4.291.775 frs)
Rapporteur M. CHENOT.

Le Rapporteur indique que ce marché est présenté pour régularisation, car la remise en état des chaudières de locomotives devaient être entreprise dans un très bref délai.

La valeur approximative de ces commandes a été déterminée en prenant le prix de base des tôles en acier, soit 2656 frs la tonne, majoré de 15 %; mais les prix définitifs seront ceux admis par les Pouvoirs Publics le jour de la livraison de la marchandise.

La Commission, sur la proposition du Rapporteur, émet un avis favorable.

4°- A.G.C. D.A. 7
9736

Tôles en acier "Rubafer galvanisé"
(N° 2613) (4.665.438 frs).
Rapporteur M. CHENOT.

Le Rapporteur fait connaître que la S.N.C.F. ayant éprouvé des difficultés pour l'approvisionnement des toiles enduites pour couverture de wagons

.....

a décidé, après des essais satisfaisants, d'utiliser des tôles galvanisées "Rubafer". Le prix, qui est de 28 frs environ le m/2, est inférieur de près de moitié au prix de la toile enduite.

Répondant à M. JULIEN, le Représentant de la S.N.C.F. précise que la durée de ces tôles galvanisées sera plus longue que celle des toiles enduites.

M. JULIEN s'étonne que, dans le temps de paix, on n'ait pas employé ces tôles galvanisées puisqu'elles sont plus économiques et plus durables.

Le Représentant de la S.N.C.F. répond qu'il s'agit d'un système tout nouveau et il précise que si l'on tient compte du prix de pose qui, tout au moins pour l'instant, est beaucoup plus élevé, la tôle galvanisée ne sera pas plus économique que la toile enduite.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission approuve le marché.

5°- A.G.C. E 851
9740

Avenant à des commandes de tirefonds
(N° 2615) (549.660 frs).
Rapporteur M. CHENOT

Le Rapporteur rappelle que la S.N.C.F. avait passé en Juin 1941 un marché de tirefonds, mais, en raison des difficultés rencontrées pour s'approvisionner en goudron, le constructeur a offert de galvaniser ces pièces au lieu de les goudronner. La S.N.C.F. a accepté cette offre qui a donné lieu à l'avenant soumis aujourd'hui à la Commission.

Le constructeur maintient les prix qu'il avait consentis au moment de la remise des propositions ayant fait l'objet du marché initial.

Le Rapporteur estime que cet avenant est avantageux et il en propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

6°- A.C.M. /9742

Approvisionnement

Commande de tableau d'appareillage en
cabines blindées et de câblage pour
l'usine hydroélectrique de Soulom
(N° 113) (4.365.000 frs).

Rapporteur M. ASSEMAT

Le Rapporteur fait connaître que le présent marché est relatif à l'acquisition du tableau, de l'appareillage en cabines blindées et du câblage de l'usine de Soulom, actuellement en cours de renforcement et de modernisation. Ces travaux constituent une modification du projet primitif qui a été approuvé par le Service du Contrôle et M. ASSEMAT demande si cette modification ne devait pas faire également l'objet d'une approbation du Contrôle.

MR. JULIEN et Y. MARTIN déclarent que le Contrôle doit être saisi à nouveau lorsque, par suite d'une modification technique, il y a dépassement de plus de 10 % de la dépense.

Le Représentant de la S.N.C.F. précise que le surplus de dépenses n'atteint pas un million, alors que l'ensemble du projet relatif à l'usine de Soulom s'élevait à 46 millions.

Reprenant l'exposé du marché, M. ASSEMAT indique que pour des raisons techniques la Société ALSTHOM a seule été consultée.

Sur sa demande, le Représentant de la S.N.C.F. déclare que cette Société possédait seule l'appareillage et, en outre, c'est elle qui a construit l'usine de Soulom et qui en connaît, par conséquent, les détails des plans, de sorte qu'il n'était guère possible de s'adresser à un autre constructeur qu'ALSTHOM.

M. ASSEMAT estime que les prix obtenus par la S.N.C.F. sont acceptables et propose l'approbation du marché.

La Commission émet un avis favorable.

DOSSIER DE LA S.T.C.R.P.

7°- Matériel et
Traction /33

Equipement des omnibus de la S.T.C.R.P.
avec des batteries d'accumulateurs four-
nies en location-entretien (N° 33)
(620.000 frs environ).

Rapporteur M. ASSEMAT.

Le Rapporteur fait un historique détaillé de la question des batteries d'accumulateurs équipant

.....

le matériel automobile de la S.T.C.R.P.

Après avoir rappelé l'économie des marchés actuels, M. ASSEMAT indique que, d'après les renseignements fournis par la S.T.C.R.P., un inconvénient sérieux s'est révélé dans l'application de ces marchés.

Le mode de calcul des redevances oblige, en effet, à tenir un inventaire nominatif des batteries permettant, à chaque instant, de connaître l'âge de chacune d'elles. D'autre part, en ce qui concerne la révision des prix, la formule prévue dans les marchés est actuellement devenue inapplicable par suite de la non-publication des indices du coût de la vie par la Statistique Générale de France.

En conséquence, la S.T.C.R.P., profitant de ce que les marchés devaient être renouvelés, a négocié sur de nouvelles bases l'établissement des nouveaux contrats. Les clauses techniques des marchés actuels ayant donné toute satisfaction, il a été convenu, d'un commun accord, qu'elles ne seraient pas modifiées.

En ce qui concerne les clauses financières, la S.T.C.R.P., après un examen très approfondi, a conclu à la nécessité de fixer un prix unique applicable à toutes les batteries, quelle que soit la date de leur mise en service. Ainsi, la S.T.C.R.P. abandonne un avantage que lui conféraient les marchés antérieurs, celui de ne payer qu'une demi-redevance lorsque les batteries avaient deux ans ou huit ans, mais le nouveau prix en tient largement compte.

Après avoir donné toutes précisions sur les prix, le Rapporteur souligne que, avec les nouveaux marchés, la redevance à verser annuellement sera inférieure de 93.000 frs environ au montant auquel s'élèveraient les redevances annuelles dans le cas où les marchés actuels ne seraient pas dénoncés.

Enfin, disposition à noter, les nouveaux marchés comportent une clause permettant de réviser le prix à l'expiration de chaque période d'une année.

.....

M. ASSEMAT croit, à priori, que ce système est avantageux. Il estime que, seule, l'expérience pourra le confirmer.

La Commission, sur sa proposition, émet un avis favorable.

La séance est levée à 11 heures 30.

Pour le Président de la Commission
Le Conseiller d'Etat,

(signé) ROUSSELLIER

Le Secrétaire de la Commission,

(signé) MOLINS

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 15 SEPTEMBRE 1941

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de
M. le Conseiller d'Etat ROUSSELLIER remplaçant M. le Conseiller
d'Etat E. DURAND.

Sont présents:

MM. MARTEL)	
BATICLE	(	Membres de la
BAYON-TARGE	)	Commission
JULIEN	(
ASSEMAT)	

LANDRON	)	Rapporteurs
SIEGFRIED	(

Assistent à la
séance:

Les Représentants de la S.N.C.F.

M. MOLINS, Secrétaire de la Commission.

La Commission émet les avis suivants:

DOSSIERS DE LA S.N.C.F.

1°- OUEST V.B.O. 353
9629

Gare de Nantes-Blottereau
Etablissement de freins de voie
(N° 2922) (3.516.000 frs).
Rapporteur M. JULIEN.

Le Rapporteur indique que ces travaux ont
fait l'objet d'une décision approbative du 9 Jan-
vier 1941.

L'examen des différentes clauses du marché
lui a permis de constater que les prix font
ressortir une hausse de 152 % en moyenne sur ceux
d'un marché passé en 1935, alors qu'un calcul a
été fourni d'après lequel une hausse de 176 %
serait explicable.

.....

L'article du marché relatif à la variation des prix spécifie que ceux-ci seront révisés en fin d'exécution d'après la formule classique. Au sujet de cet article, M. JULIEN demande pour quelle raison on a pris, pour le paramètre salaires, un chiffre moins élevé que dans la note sur le calcul de la majoration par rapport à 1935.

Le Représentant de la S.N.C.F. précise que le chiffre porté dans la formule de variation des prix est le chiffre du salaire net, sans majoration, alors que le chiffre porté dans la note sur le calcul de la hausse est le salaire augmenté de toutes les majorations pour charges patronales, etc...

A la suite de ces explications, La Commission, sur la proposition du Rapporteur, émet un avis favorable.

20-Service de la
Reconstruction
9739

Reconstruction du pont de Verberie
situé au P. . 75.187 de la ligne
d'Ormo y à Estrées (106)
(2.200.000 frs).

Rapporteur M. JULIEN.

Le Rapporteur fait connaître qu'il s'agit d'un marché du Service de la Reconstruction passé, suivant l'habitude, de gré à gré.

Après avoir indiqué les pourcentages d'augmentation des diverses catégories de travaux, M. JULIEN précise que la majoration moyenne du prix des travaux, y compris les dépenses d'installation de chantier et de transports, est de 120 % par rapport à Mai 1936.

M. JULIEN rappelle l'observation présentée par MM. BATICLE et NAUD, lors de la discussion du marché relatif au viaduc de Poix, et il demande quelle est la majoration par rapport aux dépenses contrôlées.

Le Représentant de la S.N.C.F. expose que, ainsi que l'avaient d'ailleurs prévu des circulaires du Secrétariat d'Etat aux Communications, on a comparé, éléments par éléments, les divers pourcentages admis par ces circulaires. Une fiche a, du reste, été fournie qui définit ces comparaisons et explique les différences.

En réponse à une question posée par M. BATICLE, le Rapporteur indique que le pourcentage d'augmentation, par rapport aux dépenses contrôlées, au lieu d'être de 66 % comme on l'avait constaté pour les

.....

travaux du viaduc de Poix, est presque semblable au pourcentage admis pour les Ponts et Chaussées. Il propose l'approbation du marché et la Commission émet un avis favorable.

3°- EST/2
9746

Entretien de batteries d'accumulateurs d'éclairage électrique des trains. (N°2341) (7.200.000 frs).

Rapporteur M. LANDRON.

Le Rapporteur rappelle que deux traités avaient été conclus en Mai 1939 pour l'entretien et la réparation d'équipements électriques d'éclairage des trains. Ces traités sont arrivés à expiration le 31 Décembre 1940 et la S.N.C.F. propose aujourd'hui de les reconduire aux mêmes conditions et pour deux ans, mais simplement en ce qui concerne les batteries d'accumulateurs. Pour ce qui concerne les travaux d'entretien de dynamos et régulateurs, ils seront exécutés aux Ateliers de Noisy.

M. LANDRON indique qu'il n'a pas été procédé à un nouvel appel de la concurrence, du fait, qu'à la suite de consultations antérieures, les Sociétés avec lesquelles avait été conclu le traité de 1939 avaient, seules, remis des offres susceptibles d'être retenues. Il s'agit, d'ailleurs, de l'entretien d'un matériel de leur fabrication et le Rapporteur admet qu'il était de l'intérêt de la S.N.C.F. de traiter directement avec ces Sociétés. Il admet également que le recours à l'entreprise privée, prévu pour les opérations de cette nature, soit plus avantageux que l'entretien direct par la S.N.C.F.

Sur sa proposition, la Commission émet un avis favorable.

4°-Service Central
du Matériel
2526/1139-1150 TO
9743

Acquisition et installation de l'équipement mécanique et électrique du toboggan des dépôts de Marseille-Blancarde et de Troyes. (N°115) (4.400.000 frs).

Rapporteur M. LANDRON

Le Rapporteur expose que, pour cette acquisition, huit concurrents ont été consultés et quatre ont remis des propositions. Après un examen attentif des offres, suivi de négociations, la S.N.C.F. propose de confier:

- aux Ateliers de LILLERS, la construction de la partie mécanique du toboggan de Marseille-Blancarde (prix global 2.570.000 frs).

- à la Société APPLEVAGE, la construction de la partie mécanique du toboggan de Troyes (prix global: 1.830.000 frs).

Ces prix sont révisables par des formules analogues. Toutefois, signale M. LANDRON, une différence existe à cet égard entre les deux marchés: dans la commande Applevage, on a admis que la moyenne des cours de matières, pour la révision éventuelle, serait prise pendant les deux premiers tiers du délai de fabrication, alors que, dans le marché de Lillers, on a pris le premier tiers.

Le Représentant de la S.N.C.F. déclare que, malgré ses insistances, il n'a pu obtenir de la Maison Applevage une modification de la clause; il signale, néanmoins que, en raison des difficultés actuelles, la période prise en considération dans le marché Applevage est certainement plus près de la réalité que celle de l'autre marché.

M. LANDRON estime qu'il est quelquefois préférable de partir d'un prix initial un peu plus élevé et d'avoir des conditions de révision absolument identiques, sans quoi on risque de ne pas savoir exactement où l'on va.

Il ne fait cependant pas d'objection à l'approbation du marché, et la Commission émet un avis favorable.

50- A.G.C. 2542
KA-77/KA-79 bis
9745

Fourniture de 38.773 boisseaux et plongeurs en acier moulé (KA-77)
40.360 boisseaux et plongeurs en acier moulé (KA-79 bis).
(2616) (8.101.879 frs).

Rapporteur M. LANDRON.

Le Rapporteur fait connaître que les propositions remises par les fournisseurs faisaient ressortir une augmentation de 80 % environ sur les prix obtenus en 1938 pour des pièces semblables. Cette augmentation ayant paru excessive, la S.N.C.F. a longuement discuté avec les industriels, mais n'a pu obtenir qu'une légère diminution (augmentation ramenée de 80 à 75 % environ). Le principal

.....

argument donné par les industriels est que les prix de 1938 étaient anormalement bas.

La S.N.C.F. a, en conséquence, saisi de la question le Ministère de la Production Industrielle et le Comité Central des Prix, lesquels ont répondu que les derniers prix demandés par les fournisseurs paraissaient normaux.

De nouveaux besoins de boisseaux et plongeurs s'étant manifestés, la S.N.C.F. a lancé une deuxième demande de prix au mois de Mai 1941, mais aucun fournisseur n'a répondu à cette demande.

Par ailleurs, une nouvelle procédure ayant été, entre temps, envisagée pour l'homologation des prix établis sur devis, le Comité Central des Prix se trouvait dessaisi de la question, ces prix devant être fixés par le Comité d'Organisation.

En présence d'une telle situation, la S.N.C.F. a pris contact avec les Représentants du Comité d'Organisation de la Fonderie et, après de longues discussions, a réussi à leur faire accepter que la hausse sur les prix de 1938 serait ramenée de 80 à 61 %.

Le Rapporteur estime que la S.N.C.F. a fait tout ce qu'elle pouvait faire et il propose l'approbation du marché.

M. ASSEMAT tient à constater que, dans cette affaire, la S.N.C.F. a pu engager directement des négociations avec les industriels.

Adoptant les propositions du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

6°- A.C.M. Division Usines Hydro-Electriques - Barrage
de l'Energie des Bouillouses - Surélévation pro-
Electrique 1386 V prement dite du barrage.
9698 (114) (6.230.160 frs).

Rapporteur M. SIEGFRIED.

Le Rapporteur expose les conditions dans lesquelles a été négocié ce marché.

M. JULIEN demande si l'Administration Supérieure a donné son approbation.

.....

- 6 -

Le Représentant de la S.N.C.F. répond que l'ensemble des travaux a fait l'objet d'une autorisation générale.

M. JULIEN fait remarquer que chaque projet devait donner lieu à une autorisation spéciale; toutefois, il ne demande pas l'ajournement du marché.

Le Représentant de la S.N.C.F. signale l'urgence que présente cette affaire, en raison de la nécessité d'entreprendre les travaux pendant la bonne saison. Il déclare qu'il se mettra en relations avec le Service du Contrôle pour obtenir, le plus tôt possible, l'autorisation ministérielle et que l'ordre d'exécution des travaux ne sera donné qu'après l'obtention de cette autorisation.

La Commission est d'accord et le Rapporteur poursuit l'examen du marché.

Il fait remarquer que, dans la formule de variation, la part fixe évaluée à 15 % peut être considérée comme faible, étant donné que l'entrepreneur lui-même a fourni un sous-détail duquel il résulte que cette part pourrait être fixée à 30 %.

Le Représentant de la S.N.C.F. indique que, dans ces 30 %, sont compris des frais qui ne sont pas tous des éléments fixes. Il fournit à ce sujet diverses précisions.

M. BATICLE admet qu'une distinction soit faite au point de vue des charges financières entre les installations qui sont faites spécialement et l'outillage général de l'entreprise.

Le Rapporteur ajoute que la révision des prix est prévue en cas de hausse supérieure à 5 %; pour une hausse comprise entre 5 et 20 %, on appliquera la formule de variation; au delà de 20 %, de nouvelles conditions seront à débattre et à soumettre à la Commission des Marchés.

M. SIEGFRIED signale enfin que la lettre de commande seule mentionne un montant approximatif de 6.230.000 frs; mais le détail estimatif, d'après les quantités prévues par la S.N.C.F., n'atteint que 5.500.000 frs. Il doit s'y ajouter, d'après une note de l'entreprise, le remboursement de la prime de dépaysement aux ouvriers (soit, selon une évaluation de la S.N.C.F., 726.000 frs environ), dont il a été tenu compte pour la comparaison des offres.

.....

M. SIEGFRIED estime qu'il ne peut s'agir, en l'espèce, que d'un simple remboursement d'une dépense et que ces primes ne sauraient, en outre, intervenir dans l'application de la formule de révision des prix.

La question fait l'objet d'une discussion à laquelle participent M. le Président, M. BATICLE, le Rapporteur et le Représentant de la S.N.C.F.

Ce dernier fait, en définitive, remarquer que la question serait, le cas échéant, réglée en droit par l'article 24 du Cahier des Charges du marché. Cet article spécifie, notamment, que la quantité de main-d'oeuvre fixée par la formule sera toujours considérée comme un maximum pour déterminer l'incidence des primes de dépaysement ainsi que des primes d'altitude à payer éventuellement aux ouvriers, quelle qu'en soit l'importance. On disposera d'ailleurs à ce sujet de toute la comptabilité de l'entreprise.

A la suite de ces explications, et sur la proposition du Rapporteur, la Commission approuve le Marché.

7°- SUD-OUEST 1385 V Ligne de Bordeaux à Sète - Etablissement du nouveau triage de Toulouse-
9697

St-Jouy:

1°- Travaux de terrassements pour établissement de la plateforme des différents faisceaux du triage et de la voie de circulation entre le triage et la gare de Toulouse et pour exécution des remblais du saut-de-mouton.

2°- Travaux divers pour établissement d'un parc de stockage de matériel de voie et déchargement de ce matériel.
(N° 3108) (9.400.000 frs).

Rapporteur M. SIEGFRIED.

Le Rapporteur expose les conditions dans lesquelles a été négocié ce marché.

La S.N.C.F. a discuté avec neuf entreprises en ce qui concerne les travaux du triage proprement dit qui représentent 56 % du total, puis le restant des travaux (voie de circulation) a été discuté de gré à gré. On peut dire qu'il n'y a pas eu réellement appel d'offres et concurrence pour 42 % des travaux, la S.N.C.F. ayant retenu les propositions

.....

du Consortium CHAUMEIL-SEGRETTE, pour les travaux du triage et, désireux de ne traiter qu'avec un seul entrepreneur, lui a demandé ses prix pour la voie de circulation. Elle a obtenu quelques abattements et propose ainsi de traiter, en définitive, sans concurrence.

M. SIEGFRIED estime qu'il eût été souhaitable que d'autres entreprises fussent reconsultées, ne fut-ce que pour inciter le Consortium à réduire ses prix.

M. le Président demande pour quelle raison cela n'a pas été fait.

Le Représentant de la S.N.C.F. déclare que, pour exécuter les travaux en question, il faut beaucoup de wagons et que l'entreprise Chaumeil en possède.

Le Rapporteur n'insiste pas, bien qu'il considère qu'il y a, en général, avantage à consulter le plus grand nombre possible d'entreprises pour se rendre compte des prix que les autres pouvaient faire pour les travaux traités de gré à gré.

Le Représentant de la S.N.C.F. fait remarquer que les négociations ont porté sur l'ensemble des travaux, sans que les entrepreneurs puissent savoir lequel d'entre eux serait chargé d'exécuter la partie de travaux qui a été confiée de gré à gré.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission approuve le marché.

8°- SUD-OUEST
9715

Fourniture d'énergie électrique en haute tension aux installations de Périgueux (3107) (1.706.000 frs).

Rapporteur M. SIEGFRIED.

Le Rapporteur fait connaître que le contrat, soumis aujourd'hui à la Commission, est destiné à remplacer celui qui a été conclu en 1908 et les avenants postérieurs.

Les dispositions et tarifs du nouveau contrat sont entièrement conformes aux clauses imposées par l'avenant au cahier des charges de la Société

.....

pour la distribution aux Services Publics, à la suite des décrets-loi de 1935. L'économie de la nouvelle tarification atteindra, d'après les calculs présentés par la S.N.C.F., 253.000 frs par an, soit 13 %.

M. SIEGFRIED n'a qu'une observation à formuler; elle concerne la date de départ du nouveau contrat. Il s'étonne que la S.N.C.F. n'ait pas demandé le bénéfice des nouvelles clauses antérieurement au 1^{er} Janvier 1941, étant donné l'économie qu'elles procurent.

Le Représentant de la S.N.C.F. déclare qu'en 1939 les tarifs de l'ancien contrat étaient plus avantageux, parce que ces tarifs étaient fonction du prix de revient du charbon à l'usine du fournisseur.

La situation a changé à partir de 1940, du fait que l'augmentation du prix du charbon a été plus rapide que celle de l'index économique. Il faut tenir compte également de l'augmentation de la puissance souscrite et de son utilisation.

A la suite de ces explications, la Commission, sur la proposition du Rapporteur, émet un avis favorable.

COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

90- MATERIEL &
TRACTION

Acquisition de bandages en acier G
(N°2) (468.695f91)

Rapporteur M. LANDRON.

Le Rapporteur fait connaître que cette fourniture sera faite par la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, qui a été désignée par le Comptoir Sidérurgique.

Les prix proposés sont ceux qui étaient en vigueur au 15 Juillet dernier, mais les prix définitifs seront ceux en vigueur au jour de l'ex-

.....

pédition, tels qu'ils auront été fixés par les Pouvoirs Publics.

Le Rapporteur déclare qu'on ne peut faire autrement que d'approuver le marché et, sur sa proposition, La Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à 11 heures 45.

Pour le Président de la Commission,
le Conseiller d'Etat

(signé) ROUSSELLIER

Le Secrétaire de la Commission,
(signé) MOLINS

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 22 SEPTEMBRE 1941

La séance est ouverte à 10 heures 30, sous la présidence de M. MARTEL, Conseiller Maître à la Cour des Comptes, remplaçant M. le Conseiller d'Etat Emile DURAND.

Sont présents :

MM. ASSEMAT)	
BATICLE	(	Memores de la Commission
JULIEN)	
LEONARD	(
SIEGFRIED	)	Rapporteurs

Assistent à la
séance :

MM. FAVIERE, Chef du Service Technique, délégué
du Directeur Général des Transports

Yves MARTIN, Inspecteur des Finances, repré-
sentant le Chef de la Mission de
Contrôle Financier des Chemins de Fer.

Les Représentants de la S.N.C.F.

Le Représentant de la S.T.C.R.P.

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission.

La Commission émet les avis suivants :

DOSSIERS de la S.N.C.F.

1 ^{er} Service de la	Reconstruction du pont du MEE au P.K.
Reconstruction	42.794 de la ligne de Paris à Lyon
9753	(N° 107)(3.200.000 frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

.....

M. SIEGFRIED, Rapporteur, expose qu'il s'agit d'un marché de gré à gré confié à l'entreprise BOUSSIRON disposant des moyens indispensables et possédant l'expérience nécessaire (en particulier consolidation d'arches en fonte par enrobement en B.A.) Montant 3.200.000 frs, comprenant :

Sur série de prix reconstruction : 1.450.000 frs
Sur série de prix spéciale.....: 1.450.000 frs
Régie et somme à valoir.....: 300.000 frs

Les travaux sur série de prix reconstruction, compte tenu d'une faible part des dépenses relatives, par ailleurs, aux installations de chantiers (38.000Fr. sur 190.000), correspondent à une hausse de 122% sur la série de prix témoin habituelle de mai 1936.

Les travaux de prix sur série spéciale sont importants; la vérification directe de ces prix spéciaux est pratiquement impossible. Une seule chose est certaine : c'est qu'il s'agit bien, en l'espèce, de travaux spéciaux.

Le Service de la Reconstruction justifie l'ensemble des prix en indiquant que ceux-ci ont été établis et décidés d'après des sous-détails comportant les majorations suivantes :

- Charges de main-d'oeuvre 27% (contre 26% dans les instructions des Ponts-et-Chaussées, 1% de plus pour le petit outillage).

- Charges générales, bénéfice et location de matériel : 30% (y compris frais d'étude, de direction locale, et location de matériel).

D'où le coefficient général : $1,27 \times 1,30 = 1,65$

Ce coefficient est plus élevé que celui auquel amène la circulaire du 14 Octobre 1940 pour les Ponts et Chaussées, mais la différence tient essentiellement aux rémunérations prévues ci-après :

- a) des frais d'étude : 4% soit 89.000 frs
- b) des frais de direction locale : 4% soit encore 89.000 frs

qui paraissent raisonnables.

Le bénéfice prévu est encore de 8%.

Seule, la location de matériel prévue pour 2 1/2 % paraît discutable.

Le coefficient de charges générales n'est plus que de 18 %, et non de 30 %, pour les travaux en régie, le coefficient général devenant $1,27 \times 1,18 = 1,50$.

Les prix du marché sont susceptibles de révision, en cas de variations économiques au delà de 2 %, d'après formules avec part fixe de 15 % ou plus pour certains prix; une révision distincte est prévue en cas de modifications aux charges sociales et fiscales en vigueur.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

2°- Service Central
du Matériel
9741

Commande de:
4236 coupleurs de chauffage électrique
4236 boîtes de passage à contact
élastique (N° 116) (14.621.630 frs)
Rapporteur M. SIEGFRIED.

M. SIEGFRIED, Rapporteur, signale qu'il a demandé à la S.N.C.F. quelques renseignements complémentaires touchant la justification de certains prix.

Le dossier est, en conséquence, reporté à une séance ultérieure pour complément d'informations.

3°- A.C.M. 140 Ach
9756

Approvisionnement en combustibles de la S.N.C.F. pendant les hostilités (Régularisation des fournitures de combustibles français faites au cours du 2ème trimestre 1941) (N° 116) (379.576.698 frs).
Rapporteur M. LEONARD.

Le Rapporteur signale, qu'au cours de sa séance du 1er Septembre, la Commission avait exprimé le désir de se voir soumettre le plus tôt possible le dossier relatif aux fournitures de charbons français faites à la S.N.C.F. au cours du deuxième trimestre 1941.

.....

C'est ce dossier qui est présenté aujourd'hui. Il s'agit encore, pour la Commission, d'un avis pour régularisation.

Il convient, d'ailleurs, de remarquer que les prix qui sont soumis n'ont pas un caractère définitif, puisque ce sont ceux de Mars 1941. Or, les Mines ont demandé un rajustement de leurs prix à partir du 1er Avril 1941 et il vient de leur être accordé une augmentation moyenne de l'ordre de 1,25% applicable à partir de cette date. Cette majoration retentira inévitablement sur le prix du présent marché et les conséquences seront soumises au contrôle de la Commission.

Dans ces conditions, il paraît au Rapporteur que ce dossier ne peut prêter à discussion. Les prix sont ceux des marchés de la S.N.C.F. en vigueur au 1er Septembre 1939, majorés d'augmentations autorisées par les Pouvoirs Publics. Ces prix sont sans modification, par rapport aux prix de Mars 1941 sur lesquels la Commission des Marchés s'est déjà prononcée au cours de la séance du 1er Septembre.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

4°-A.C.M. 139 Ach
9757

Achat de combustibles belges en
Septembre 1941 : 25.000 tonnes de
criblés gras et 25.000 tonnes de
menus (N° 115)(17.193.247 frs)
Rapporteur M. LEONARD

Le Rapporteur fait connaître qu'il s'agit d'un marché de fournitures à conclure entre la S.N.C.F. et le Comptoir Belge des Charbons, en vue de l'achat en Septembre 1941 de 25.000 tonnes de criblés gras et de 25.000 tonnes de menus. En fait, il s'agit d'une régularisation.

Les prix fixés conformément au tarif établi par les autorités belges, sont les mêmes que ceux du contrat du mois précédent qui ont été approuvés le 1er Septembre dernier. De même, les conditions de réception et le régime des primes et pénalités sont ceux du marché précédent.

Les motifs qui avaient fait admettre ce dernier -malgré les écarts de prix qui existent entre les

.....

fournitures de charbons belges et celles de charbons des Mines du Nord et du Pas-de-Calais et qui se traduisent par une majoration de 223 frs pour les criblés et de 105 à 175 francs pour les menus - n'ayant rien perdu de leur valeur, le Rapporteur estime qu'on peut conclure à l'approbation du marché présenté, et la Commission émet un avis favorable.

DOSSIER de la S.T.C.R.P.

5°-Approvisionnement
ments 36

Fourniture de lubrifiants au cours du
mois de Septembre 1941 (N° 36)
(525.664 frs)

Rapporteur M. SIEGFRIED

M. SIEGFRIED, Rapporteur, indique qu'il s'agit de commandes à régulariser concernant la fourniture de 32.500 litres d'huile pour moteurs et de 6.000 litres d'huile pour boîtes de vitesse.

L'appel d'offres a été lancé dans les mêmes conditions que les appels des mois précédents auprès des onze anciens fournisseurs de la Société, et pour des quantités très supérieures à celles qui ont été obtenues.

Les meilleures offres retenues sont :

a) pour les moteurs, celles de la Maison de Vienne (7.500 litres à 1.302 frs 60 l'hl) et celles de la Maison Renault (25.000 litres à 1.444 frs l'hl). Cette dernière offre semble a priori un peu plus élevée qu'une autre faite par les Raffineries de Pétrole de la Gironde, mais, compte tenu d'un escompte de 2% explicitement consenti par la Maison Renault et de la livraison dans les dépôts de la S.T.C.R.P. de la marchandise, l'offre est effectivement plus favorable.

b) huile pour boîtes de vitesse, l'offre de la Maison Vacuum (1.214 frs 50 pour 3.500 litres) et celle de la Maison de Vienne (1.350 frs pour 2.500 l.)

Les remarques faites il y a trois mois gardent leur valeur, elles visaient les conditions d'acquisition à des prix sensiblement différents d'huiles

.....

de qualités également bien différentes; mais, dans les conditions actuelles, étant donné que les qualités présentées paraissent suffisantes à la S.T.C.R.P. au regard du prix, on peut néanmoins approuver les marchés.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

CHEMINS DE FER DE PROVENCE

6°- VB

Etablissement de barrières oscillantes
aux passages à niveau ci-après :

- 1°- de Lingostière
- 2°- de Colomars N° 1
- 3°- de Colomars N° 2
- (N° 1)(61.250 frs)

Rapporteur M. BATICLE

M. BATICLE, Rapporteur, expose à la Commission que ces barrières oscillantes sont destinées à remplacer des fermetures par chaînes, encore utilisées actuellement, et qui présentent de nombreux inconvénients.

L'Administration des Chemins de Fer de Provence s'est mise en relation avec les Forges de Persan avec qui elle se propose de passer un marché de gré à gré.

Le Rapporteur a d'abord hésité à proposer un avis favorable car le dossier présenté par l'Administrateur du Séquestre des Chemins de Fer de Provence ne fournit pas de justifications suffisantes. Il a dû prendre des renseignements auprès du Service compétent de la S.N.C.F.

Il s'agit d'un type unique de barrières oscillantes qui a été établi par la Société des Forges de Persan, et qui présente des garanties spéciales de sécurité.

La S.N.C.F. a adopté ce type et l'on se trouve donc bien en présence d'un fournisseur unique.

Le Rapporteur aurait désiré aussi obtenir des renseignements permettant de comparer les prix. Le dossier n'en comporte pas et il serait bon de

demander aux Chemins de Fer de Provence de fournir à l'avenir des références aux marchés antérieurs pour étudier la variation des prix.

D'après les renseignements recueillis par le Rapporteur, les prix acceptés par la S.N.C.F. seraient légèrement plus avantageux que ceux qui ont été proposés aux Chemins de Fer de Provence. Cette différence est compréhensible puisque la S.N.C.F. est un gros acheteur. Dans ces conditions, et puisqu'il s'agit seulement de la fourniture de 6 barrières, le Rapporteur estime qu'on peut accepter le marché.

Il ajoute que les clauses techniques sont celles de la S.N.C.F. et que les fournitures seront faites pour un prix global et forfaitaire de 61.250 frs, toutes taxes comprises, matériel rendu gare de Nice C.P.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à 11 heures 45.

Pour le Conseiller d'Etat,
Président de la Commission

Le Conseiller Maître à la Cour des Comptes
(signé) MARTEL

Le Secrétaire Adj^t
de la Commission

(signé) de LAVIT

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

PROCES-VERBAL de la séance du LUNDI 29 SEPTEMBRE 1941

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de
M. le Conseiller d'Etat ROUSSELLIER remplaçant M. le Conseiller
d'Etat E. DURAND.

Sont présents:

MM. ASSEMAT)	
JULIEN (	Membres de la Commission
MARTEL)	
NAUD (
BESNARD)	
JEAUFFRE (	Rapporteurs

Assistent à la
séance :

MM. FAVIERE, Chef du Service Technique des
Transports, délégué du Directeur
Général des Transports.

Y. MARTIN, Inspecteur des Finances, repré-
sentant le Chef de la Mission de
Contrôle Financier des Chemins de
Fer.

Les Représentants de la S.N.C.F.

Le Représentant de la Cie du METROPOLITAIN,

Le Représentant de la S.T.C.R.P.

de LAVIT, Secrétaire Adj^t de la Commission.

La Commission émet les avis suivants:

.....

DOSSIERS de la Cie du METROPOLITAIN

- 1°- Serv. Techniques et Travaux 37 Ligne n° 5 bis de la gare du Nord à l'Eglise de Pantin -
Ligne n°8 prolongée de la Porte de Charenton à Charenton-Ecoles.
Installation des câbles et des appareils de disjonction à distance -
Installation des câbles téléphoniques -
Installation des lignes "basse tension" d'alimentation des sonneries.
(N° 37) (531.693 frs).
Rapporteur M. JULIEN.

AVIS FAVORABLE.

- 2°- Serv. Techniques et Travaux 38 Ligne n° 5 bis de la gare du Nord à l'Eglise de Pantin - Installation de l'équipement électrique de la galerie câbles "Villette".
(N° 38) (432.250 frs).
Rapporteur M. JULIEN

AVIS FAVORABLE.

- 3°- Serv. Techniques et Travaux 39 Lignes n° 4-5-7 - stations "Gare de l'Est". Travaux de gros oeuvre de la modification des couloirs d'intercommunication nécessitée par la mise en service de la ligne n° 5 bis (N° 39) (479.114 frs)
Rapporteur M. JULIEN

M. JULIEN, Rapporteur, signale qu'il s'agit d'un marché de gré à gré passé avec l'Entreprise MONTCOCOL qui est déjà titulaire d'un marché important pour la construction d'un escalier mécanique à la station "Gare de l'Est".

Dans ces conditions, il paraît normal de confier au même entrepreneur les travaux de modification de couloirs qui sont au voisinage immédiat de l'escalier, d'autant plus qu'il accepte les prix du marché primitif (13 Octobre 1940).

Le rajustement des prix s'effectuera suivant la méthode établie par la Compagnie, dès Juillet 1936, dont l'application s'est révélée satisfaisante.

Elle consiste à appliquer les majorations réelles résultant des contrats collectifs ou des textes en tenant lieu et des mercuriales officielles.

.....

aux quantités de main-d'oeuvre et de matériaux utilisés sur le chantier et régulièrement constatées.

Elle se rapproche aussi, du maxima possible, des augmentations de dépenses réelles supportées par les entreprises, lesquelles augmentations peuvent varier considérablement pour des travaux de même nature d'un chantier à l'autre de Paris.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

4°- Serv. Techniques Surveillance et entretien de signaux
et Travaux 40 et des portillons électriques des lignes n° 1 à 14 et de la ligne de Sceaux.
(N° 40) (10.921.800 frs).

Rapporteur M. JULIEN

M. JULIEN, Rapporteur, fait connaître que ce marché est passé de gré à gré avec la Cie de Signaux et d'Entreprises Electriques qui a fourni les installations. Il expose que le procédé est admissible, en raison de l'importance du service à assurer.

Le contrat actuel fait d'ailleurs suite à un autre contrat qui avait été passé en août 1932 et qui a donné d'excellents résultats; en raison de la collaboration étroite des services constructeurs avec les services d'entretien. Il en résulte un perfectionnement continu des installations qui se manifeste par un nombre extrêmement réduit des dérangements; en imposant au fournisseur de l'appareillage électrique l'entretien de cet appareillage, le Métropolitain incite ce fournisseur à lui donner des appareils excellents pour réduire au minimum l'entretien.

Les conditions du marché paraissent avantageuses au Rapporteur. La hausse des prix, par rapport au 1^{er} Juillet 1935, ne dépasse pas 98 %, malgré 4 % de charges supplémentaires imposées au constructeur.

A noter que la clause de tacite reconduction a été supprimée du contrat et, qu'en raison de l'extension du réseau, la première tranche des signaux (payable au prix fort) a été portée de 2000 à 3000.

.....

Le Représentant de la Cie du Métropolitain fournit quelques renseignements complémentaires sur ce contrat qui, outre l'entretien des signaux, concerne celui des portillons électriques.

Il indique que quelques obligations complémentaires ont été mises dans ce nouveau contrat à la charge de l'entreprise: réfection des peintures, fourniture des lampes, travaux de réfection des tranchées que peut nécessiter l'entretien des canalisations ou la recherche de défauts sur les lignes. Il signale que ce contrat, comme l'ancien, prévoit, pour dédommager le Métropolitain des troubles résultant des dérangements des signaux et des portillons, des abattements venant en déduction du montant de la redevance et s'élevant à 0 f.60 pour chaque seconde de dérangement.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable.

DOSSIER de la S.T.C.R.P.

50- Serv. Etudes et Fourniture de 35 équipements de gazogènes à bois (N° 35) (873.778 frs)
Travaux Neufs 35
Rapporteur M. JEAUFFRE

M. JEAUFFRE, Rapporteur, indique à la Commission que la S.T.C.R.P. a consulté les six concurrents suivants:

- Gazogènes Imbert,
- S.A. pour l'Equipement Electrique,
- S.A. des Usines RENAULT,
- Ets Edgard Brandt,
- Forges et Ateliers de Constructions d'Eure-et-Loir,
- les Automobiles Berliet.

Les Etablissements Berliet ont décliné l'offre; la Maison Brandt n'a pas répondu.

Après une étude très attentive des différents modèles présentés, la S.T.C.R.P. se propose de donner la préférence au modèle "Imbert" pour d'importantes raisons techniques.

Le prix unitaire proposé, après négociations, pour 25 appareils commandés est de 26.841 frs, alors que le prix de la Société S.E.V. est de 18.870 frs, celui des Usines Renault de 15.200 frs.

.....

L'appareil "Imbert" paraît particulièrement bien conçu et son prix, légèrement supérieur à celui des autres constructeurs, vient de ce qu'il comporte une chemise de cuivre et un foyer au nickel chrome. Ce sont des garanties de solidité sérieuses. D'autre part, l'appareil existe depuis longtemps et donne entièrement satisfaction. A noter que la Maison Imbert fait un prix ferme.

Le Rapporteur complète les renseignements déjà fournis en indiquant que le délai de livraison est très inférieur à celui des autres appareils. Or, la rapidité de la livraison est particulièrement importante, en raison de la pénurie d'essence et de l'économie qui doit résulter de l'usage du gazogène sur les autobus (une avance d'une journée dans la mise en service d'un autobus à gazogène permet de réaliser une économie d'environ 255 frs.). C'est dire que le prix légèrement supérieur payé pour l'appareil Imbert peut se trouver largement compensé par une fourniture rapide qui est assurée.

M. ROUSSELLIER donne quelques renseignements sur d'autres gazogènes utilisés sur les camions des Services de la Croix-Rouge qu'il dirige.

Le Représentant de la S.T.C.R.P. voudrait étudier les renseignements fournis.

Le Rapporteur indique que la S.T.C.R.P. , pour recueillir toutes données utiles sur les autres appareils, a décidé de ne passer commande avec la Maison Imbert que pour 25 équipements. Les 10 autres seraient commandés aux Usines Renault et à la S.A. pour l'Équipement Électrique, de façon à faire l'objet d'essais étendus.

M. JEAUFFRE demande si l'on ne pourrait pas surseoir à la commande immédiate de ces 10 derniers appareils, de façon à étendre, si possible, la commande à d'autres constructeurs.

Le Représentant de la S.T.C.R.P. donne son accord.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable pour la commande des 25 équipements Imbert.

.....

DOSSIERS de la S.N.C.F.

6°- A.C.M. 2358
9761

Achat de 2500 tonnes de papier blanc
bulle et couleur ordinaire (N° 117)
(19.844.600 frs).

Rapporteur M. JEAUFFRE.

M. JEAUFFRE, Rapporteur, fait observer que, pour ce marché, la S.N.C.F. n'a reçu que 4 propositions des 38 fournisseurs consultés et qu'elle se propose de répartir la commande entre eux.

Les quantités offertes sont d'ailleurs très insuffisantes; les prix proposés sont les prix homologués diminués d'un rabais de 4 % qui est, -ainsi que l'a fait connaître la S.N.C.F.- le "rabais maximum facultatif fixé par le Comité d'Organisation du Papier".

Le Rapporteur signale que cette intervention du Comité d'Organisation peut être considérée comme regrettable mais qu'elle n'a, dans la négociation présente, qu'un caractère officieux.

Répondant à une question de M. ASSEMAT, le Rapporteur indique qu'un fournisseur dissident avait certainement la faculté de proposer un rabais supérieur.

M. NAUD demande si un fournisseur qui prendrait cette initiative aurait la possibilité de fabriquer le papier.

Le Rapporteur souligne qu'il est néanmoins intéressant d'avoir obtenu, pour l'ensemble de ces marchandises, un abattement de l'ordre de 3,65 % sur les prix autorisés et, dans ces conditions, il propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

7°- EST 9760

Ligne de Paris à Strasbourg - Gare de
Chaumont - Travaux de terrassements
(2ème lot) pour l'établissement d'un
nouveau dépôt (N° 2342) (2.471.500 frs).

Rapporteur M. JULIEN.

M. JULIEN, Rapporteur, fait connaître que dix entrepreneurs ont été consultés, parmi lesquels trois ont répondu.

.....

Les prix reçus sont échelonnés entre un rabais de 6 % et une majoration de 41 %.

Le Rapporteur note que l'Entreprise DESPLATS et LEFEVRE, qui est titulaire du premier lot de travaux, a cru devoir faire des propositions en très forte augmentation pour le deuxième lot qui constitue le marché actuellement examiné.

Les propositions de l'Entreprise BOUSTEAU présentent, pour ce second lot, une baisse relative par rapport aux offres qu'elle avait faites pour le premier lot et peuvent être considérées comme très acceptables.

Le Rapporteur souligne qu'on se trouve devant un cas assez rare, celui dans lequel l'entreprise, qui avait commencé les travaux du marché, n'est pas adjudicataire. On peut en tirer une conclusion: c'est qu'il est toujours intéressant de procéder par appel d'offres, même lorsqu'un entrepreneur est déjà installé sur un chantier.

M. ASSEMAT insiste sur l'importance de cette observation qu'il avait d'ailleurs présentée antérieurement. Il peut arriver, en effet, qu'un entrepreneur consente des prix exceptionnels, de façon à bénéficier ensuite, du fait qu'il se trouve sur les lieux, des travaux.

Le Rapporteur indique que les prix du marché actuel sont en augmentation de 125 % sur ceux de marchés passés en 1935. Cette hausse est acceptable et le Rapporteur propose l'approbation.

La Commission émet un avis favorable.

8°- Serv. Matériel
231050/22-9692

6ème avenant à la Convention du 22 Novembre 1929 avec les A.D.N. pour la réparation des locomotives à vapeur (N° 117°.

Rapporteur M. BESNARD.

Le Rapporteur expose que cet avenant a pour but d'ajuster la convention du 22 Novembre 1929, passée, avec les Aciéries du Nord et ses avenants successifs à la situation créée par la reprise des travaux de réparation de machines aux ateliers de l'Homme et aux conditions économiques présentes.

La S.N.C.F. obtient quelques facilités intéressantes:

.....

a) banalisation des 3 ateliers des A.D.N. pour les travaux de toutes Régions, pour tous types de machines et toutes natures de réparations;

b) extension à l'ensemble de ces travaux du minimum garanti (300.000 heures par mois),

c) suppression de la clause de l'égalité du traitement des fournisseurs en cas de réduction des travaux;

d) nouvelle formule de rémunération (courbe en escalier) procurant, sur la base actuelle (500.000 heures mensuelles de travail), une économie annuelle de 15.000 frs à la S.N.C.F.

e) réduction de 78 à 45 jours du temps de séjour des machines, pour grande réparation, dans les Ateliers A.D.N.

Mais si cette dernière disposition est intéressante, la contre-partie appelle de fortes réserves.

Depuis l'origine des marchés de réparation, le temps normal de séjour des machines dans les Ateliers des A.D.N., pour grande réparation, était resté fixé à 78 jours alors qu'il était tombé à 45. Le jeu des primes en cas d'avance et des pénalités en cas de retard se trouvait donc faussé, sans que les Chemins de fer aient jamais pu obtenir que cette situation fût modifiée.

L'avenant actuel y remédie. Les A.D.N. acceptent enfin de ramener de 78 à 45 jours la durée normale du séjour des machines et de faire jouer primes et pénalités à partir du 45ème jour.

Mais, la S.N.C.F. n'a pu l'obtenir qu'en compensant le manque à gagner résultant, pour les A.D.N. de la suppression de toute prime d'avance entre le 45ème et le 78ème jour. Elle propose de majorer de 0,30 de l'heure la rémunération des A.D.N. pour compenser cette perte de bénéfice.

S'agissant d'un acte contractuel, la S.N.C.F. n'a pas les mains libres; elle n'accepte certainement qu'à contre-cœur de ristourner intégralement aux A.D.N., jusqu'à l'expiration de la Convention (fin 1944) le profit tiré d'une situation qui, depuis longtemps, était devenue, pour les chemins de fer "léonine". Les A.D.N., en effet, encaissent, sous forme de primes pour avances, un super-bénéfice

.....

annuel, constituant une véritable rente, d'ailleurs fort élevée: près de 2 millions de francs par an.

Est-il admissible qu'une industrie qui, par ailleurs, travaille exclusivement pour les Chemins de fer, s'abrite derrière un contrat pour faire "perdurer" des profits illicites ? Est-il admissible qu'une industrie se refuse à faire bénéficier la collectivité, sous forme de baisse de prix, d'une part de la réduction de ses "coûts", fonction de son degré de rationalisation; qu'elle conserve l'intégralité (ou presque) de ses avantages anciens au moment où, demande croissante, elle va bénéficier d'une formule de révision de prix plus avantageuse que l'ancienne ?

La prime de compensation de 0f.30 par heure, s'appliquant à 500.000 heures par mois, représente un "cadeau" de 1.800.000 frs par an, qui s'ajoute au profit que les A.D.N. tirent déjà d'heures de travail facturées 25f.50 et qui comprennent évidemment le bénéfice légal.

Le Rapporteur demande si la S.N.C.F. ne peut vraiment pas obtenir, au besoin en s'appuyant sur un débat en Commission des Marchés, que, pour employer une expression triviale, on partage "la poire en deux" en ramenant la prime de compensation de 0f.30 à 0f.15 par heure.

Il exprime d'autre part, la crainte que la maintenance de la prime de 0 f.30 ne bouleverse le jeu des pénalités prévues. Celles-ci sont renforcées selon un barème constituant la représentation approchée d'une hyperbole à foyer éloigné; mais, si l'industriel n'a pas de carnet de commandes bien garni qui l'incite à pousser sa production, n'aura-t-il pas tendance à ne livrer les machines qu'au moment où les pénalités seront sur le point de dépasser la prime de 0.30 par heure ?

Répondant à ces objections, le Représentant de la S.N.C.F. indique que les conditions anciennes de rémunération des A.D.N. étaient certainement assez avantageuses pour ce constructeur, mais il serait très exagéré de les présenter comme des conditions "léonines".

Le profit tiré par les A.D.N. des primes pour avances n'était nullement une véritable rente et la prime de compensation qu'il est actuellement proposé d'allouer au constructeur n'est pas un "cadeau" pur et simple.

L'ancien contrat constituait un tout, dans lequel le montant de la rémunération horaire tenait certainement compte du profit résultant par ailleurs des primes pour avances.

.....

Rectificatif -
à substituer aux pages 9 et 10 du Procès verbal de la séance de la
Commission des Marchés du 29-9-41.

On s'est proposé aujourd'hui d'adopter des formules de rémunération mieux équilibrées, plus conformes à la réalité et donnant des résultats plus avantageux pour la S.N.C.F. que l'ancienne formule.

D'autre part, le nombre d'heures fixées pour chaque réparation, constitue un forfait de sorte qu'il n'est pas à craindre que le constructeur ait un intérêt quelconque à dépasser les 45 jours comme durée normale de la réparation.

Le Rapporteur enregistre ces observations, mais regrette que la S.N.C.F. ne croit pas possible d'obtenir des A.D.N. qu'elles renoncent, au moins partiellement, à un super-bénéfice de près de 2 millions par an qui n'a d'autre base qu'un engagement à longue durée trop favorable à l'une des parties.

M. ASSEMAT estime qu'il serait intéressant d'obtenir des renseignements comparatifs sur les prix des réparations confiées à d'autres firmes.

Le Représentant de la S.N.C.F. réunira les renseignements demandés. Il indique, dès à présent, que les délais sont, chez les autres constructeurs, à peu près les mêmes (40 à 45 jours) et que les prix horaires sont comparables.

M. JULIEN, puis M. ROUSSELLIER insistent sur l'intérêt que présenterait la documentation demandée pour l'examen de marchés futurs.

Le Rapporteur signale enfin, à propos de la nouvelle formule de révision prévue en fonction des salaires (M) et des taxes fiscales (T) - formule Matfer ((P-Po) $\frac{100-T}{100}$ $\frac{0.15+0.85 M}{Mo}$) qu'elle admet que les prix des matières varient dans le même sens que les salaires et dans la même proportion, et qu'elle n'est acceptable, en l'espèce, que si la S.N.C.F. fournit elle-même les matières aux Aciéries du Nord.

Le Représentant de la S.N.C.F. confirme qu'il en sera pratiquement ainsi.

La Commission émet un avis favorable.

La séance est levée à 11 heures 30.

Pour le Président de la Commission,
le Conseiller d'Etat,
(signé) ROUSSELLIER

Le Secrétaire Adjt
de la Commission,
(signé) de LAVIT.